

La Turquie

Panorama et répartition régionale du secteur productif

Hélène Djoufelkit-Cottenet



Agence Française de Développement

AVERTISSEMENT

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de ses auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence Française de Développement.

Cette note est issue d'une mission effectuée en Turquie en mai 2004. Elle n'aurait pu être réalisée sans :

- *une collaboration étroite avec le département « Méditerranée et Moyen-Orient » de l'AFD, à l'origine de cette mission, et le soutien du département « Recherche » de l'AFD, et en particulier de son responsable M. Robert Peccoud ;*
- *les échanges fructueux avec M. Pierre Mourlevat, alors Chef des Services économiques de l'ambassade de France en Turquie, M. Jean-Antoine Giansily, Chef de la Mission économique d'Istanbul et M. Bertrand Huby, Conseiller financier de la Mission économique d'Ankara ;*
- *la collaboration de l'Institut National de Statistiques, et en particulier de M. Ünal Gündogan, Vice-président, Mme Sennur Onur, Chef du département des relations internationales, M. Cem Eyerci, Chef du département des statistiques agricoles et industrielles, M. Murat Karakas, Chef de la division des Enquêtes revenus et dépenses des ménages, M. Cenziz Erdogang, Chef de la division de l'indice des prix, M. Kenan Orhan, Mme Ozlem Sarica et Mme Didem Sezer, statisticiens ;*
- *la collaboration du Sous-secrétariat d'Etat au Plan, et notamment de M. Erhan Usta, Directeur général de la programmation annuelle, M. Ahmet Celenkogl, Chef du département au sein de la programmation annuelle, M. Bülent Dinçer, Responsable du développement régional, M. Cagatay Telli, économiste et M. Metin Özaslan, expert en planification ;*
- *les entretiens effectués avec des chercheurs et des « opérationnels » turcs, qui nous ont fait partager leurs savoirs et leur expérience ;*
- *les commentaires précieux de M. Hervé Bougault, responsable de la division « Recherche économique et sociale » et de M. Vincent Caupin, économiste du département « Méditerranée et Moyen-Orient » de l'AFD et la relecture attentive de Mme Véronique Sauvat, responsable de la division « Appui à la gestion des connaissances » de l'AFD.*

Que tous soient remerciés pour leur contribution à l'élaboration de cette étude.

Sommaire

Abstract	8
Résumé	9
Introduction	11
1- Structure et performance de l'économie turque	17
1.1- Poids des différents secteurs dans le PIB, l'emploi et l'investissement	18
1.1.1- Une structure productive relativement stable, marquée par le lent déclin du secteur agricole	18
1.1.2- Un investissement en capital fixe aux deux-tiers privé, concentré dans quelques activités et en déclin depuis 1997	21
1.2- Performances des différents secteurs productifs	26
1.2.1- Une bonne résistance aux crises financières	26
1.2.2- Le secteur manufacturier et celui du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration sont les principaux contributeurs à la croissance turque	28
1.2.3- Augmentation du niveau de productivité apparente du travail de 25 % depuis 1990	31
1.2.4- Le secteur textile est le plus gros contributeur aux exportations nettes de marchandises	35

2- Les PME en Turquie : un secteur très important mais très inégalement réparti géographiquement	40
2.1- Répartition sectorielle des PME : ensemble de la Turquie	41
2.1.1- La quasi-totalité des entreprises turques sont des PME ; leur poids dans l'emploi est inégal selon les activités.	41
2.1.2- La valeur ajoutée et l'emploi manufacturiers sont localisés majoritairement dans les grandes entreprises	46
2.1.3- Les PME manquent d'accès aux crédits bancaires	50
2.2- Répartition géographique des PME turques	55
2.2.1- Les différentes régions de Turquie ont des profils très différents, marqués par de fortes inégalités	55
2.2.2- Les activités ne sont pas uniformément réparties sur le territoire turc, les régions les plus pauvres attirent peu l'industrie	59
2.2.3- Les PME sont très inégalement réparties géographiquement	64
 Conclusion	 71
 Annexes	 73
 Bibliographie	 94

Abstract

The Turkish economy is characterised by a steady decline of agriculture to be compared with a rise of services and a stability of the manufacturing sector. The real economy has been able to stand to the two financial crisis of 1994 and 2001. Manufacturing and Wholesale and Retail Trade, Restaurants and Hotels sectors have been playing the main part in the growth of GDP and employment. Since the early 1990s, the apparent labour productivity level has increased by 25 % for the economy as a whole; since 2002, the manufacturing sector has been the more productive one. Textile plays an important role in the Turkish economy, being one of the main employers and the main supplier of foreign exchange. SMEs are accounting for 99,9 % of the number of establishments and 80 % of total employment. Though, they encounter difficulties in accessing banking credits, especially medium-sized enterprises and those located in the poorest regions of Turkey (South and South-East Anatolia). Finally, factors of production are very unequally distributed : 55 % of SME^s are located in the richest area of Marmara and Central Anatolia, whereas only 10 % are to be found in the South and South-East Anatolia.

Résumé

La structure productive turque est marquée par le lent déclin du secteur agricole au profit du secteur des services, et par la stabilité du poids de l'industrie. Le secteur productif a bien résisté aux deux crises financières de 1994 et de 2001. Les deux principaux contributeurs à la croissance du PIB et de l'emploi sont l'industrie manufacturière et le commerce, hôtellerie et restauration. Depuis le début des années 1990, le niveau de la productivité apparente du travail a augmenté de 25 % pour l'ensemble de l'économie ; le secteur manufacturier est le plus performant depuis 2002. Le textile tient une place importante dans l'économie turque, étant l'un des principaux employeurs et le plus gros pourvoyeur de devises. Le tissu productif turc est composé principalement de PME, lesquelles rassemblent 99,9 % du nombre des établissements et 80 % de l'emploi. Pourtant, ces PME rencontrent des difficultés importantes pour accéder au crédit, notamment les entreprises de taille moyenne et celles localisées dans les régions les plus pauvres de la Turquie, l'Est et le Sud-Est anatolien. Enfin, les moyens de production sont très inégalement répartis : 55 % des PME sont installées dans les régions les plus riches, Marmara et le Centre anatolien, alors que l'Est et le Sud-Est anatolien n'en rassemblent que 10 %.

Introduction

La Turquie suscite actuellement beaucoup l'intérêt en tant que candidate à l'adhésion à l'Union européenne. En tant que pays émergent, elle suscite également nombre de questionnements sur les logiques de développement dans des zones frontières avec les « économies-monde » que représentent les centres de croissance européen et asiatique. Les pays émergents ne sont plus des pays en développement, sans pouvoir être qualifiés de « développés ». Il n'existe pas de définition officielle des pays dits « émergents ». Nous pouvons cependant observer au moins quatre caractéristiques communes à leurs économies : elles connaissent une dynamique de croissance et une dynamique d'industrialisation ; elles sont fortement ouvertes sur l'extérieur et elles ont un système financier mature.

Jusqu'en 1979, la Turquie était tournée vers son marché intérieur et avait adopté une stratégie d'industrialisation par substitution aux importations, impliquant un investissement public massif dans les industries lourdes et une politique de

protection commerciale. Par ailleurs, la Turquie fonctionnait avec un régime de change fixe et une lire turque surévaluée. À partir de 1976, cette stratégie a commencé à s'essouffler du fait d'une contrainte en devises de plus en plus forte. La crise de change que la Turquie connaît à partir de 1977 culmine en 1980, et entraîne une crise politique amenant les militaires au pouvoir.

Ces derniers vont mettre en œuvre, avec le soutien financier du FMI et de la Banque mondiale, une stratégie de croissance tirée par les exportations. A partir de 1980, la Turquie prend le chemin de « l'émergence ». La période 1980-1987 est ainsi marquée par la libéralisation du commerce, la promotion des exportations, la libéralisation des prix et l'adoption d'un régime de change plus flexible (*crawling-peg*). Ces mesures, devant promouvoir la croissance et la stabilité macro-économique, ont été suivies d'un taux de croissance élevé (6,5 % par an en moyenne entre 1983 et 1987) et d'une augmentation rapide des exportations (15 % par an). La Turquie répond alors à deux caractéristiques d'une économie émergente : croissance et ouverture sur l'extérieur.

La dynamique d'industrialisation, appelée à nourrir les exportations, a paradoxalement été enrayée au cours de cette période. En effet, bien que le taux de profit dans l'industrie manufacturière privée ait augmenté (baisse relative de la part des salaires dans la valeur ajoutée), l'investissement privé, en forte augmentation depuis 1980 et sensé prendre le relais de l'investissement public dans le secteur manufacturier, ne s'y est pas dirigé massivement : sa croissance dans ce secteur

n'est que de 2,1 % par an entre 1983 et 1987, remettant en cause la viabilité à long terme de la stratégie de croissance par les exportations (Metin-Özcan, Voyvoda et Yeldan, 2001).

Le processus d'ouverture de l'économie turque *via* la libéralisation commerciale atteint ainsi ses limites. L'étape suivante est celle d'une plus grande ouverture, avec la libéralisation des marchés financiers. Dans ce contexte, la Turquie ouvre son compte de capital en 1989 et la lire devient convertible. Les capitaux extérieurs doivent alors contribuer au financement de la croissance turque. Au cours des années 1990, le marché financier se développe, attirant de plus en plus de capitaux. La Turquie devient alors pleinement une économie émergente.

Elle en connaît également les revers : l'augmentation des inégalités fonctionnelles (capital/travail) et géographiques (centres urbains et financiers *versus* campagnes), ainsi que l'instabilité macroéconomique ont fait le lit de deux crises financières majeures, en 1994 et en 2001 (Metin-Özcan, Voyvoda et Yeldan, 2001 ; Borotav et Yeldan, 2001 ; Balkan, Biçer et Yeldan, 2002). Les capitaux étrangers investis dans l'économie turque au cours des années 1990 sont essentiellement des placements de court-terme. Leurs mouvements répondent davantage à des critères de crédibilité et de confiance qu'à l'évolution des paramètres fondamentaux de l'économie. Ils sont donc très volatiles et si une crise de confiance surgit, leur sortie brusque et massive du système provoque une crise financière, laquelle engendre à son tour des faillites de banques et d'entreprises. La crise sociale qui en découle peut alors mener à une crise politique, comme ce fut

le cas en Turquie en 2001. Le secteur productif n'a pas directement profité de ces investissements de portefeuille et s'est vu au contraire confronté au manque de financement à long terme.

C'est dans ce contexte que la Turquie est devenue, depuis 2004, un nouveau pays d'intervention de l'Agence Française de Développement. Les financements de l'AFD ayant pour objet de contribuer à la réduction des inégalités et de la pauvreté, un premier axe d'intervention retenu pourrait être de participer à l'effort national de réduction de la fracture géographique dans la répartition des moyens de production, fracture qui engendre une inégalité dans la répartition des revenus susceptible de freiner la croissance à long terme (Bourguignon, 2004, pour une synthèse des travaux effectués sur ce thème).

Dans ce cadre, une mission, effectuée à Ankara et à Istanbul en mai 2004, a permis de collecter des données statistiques sur différents aspects de l'économie turque et de rencontrer des acteurs du secteur privé. Cette note vise à dresser un panorama du secteur productif turc, dans une perspective régionale et depuis le début des années 1990, en insistant sur les années les plus récentes.

L'étude de l'évolution de la structure et des performances des différents secteurs productifs (première partie) montre que la structure de l'économie turque est relativement stable depuis le début des années 1990, que le secteur productif turc est très résistant, qu'il a retrouvé des taux de croissance positifs très rapidement après les crises financières de 1994 et de 2001, mais

que cette croissance aurait pu être encore plus forte si le taux d'investissement n'avait pas décliné autant à partir de 1997. L'étude spécifique du secteur des petites et moyennes entreprises, lesquelles constituent l'essentiel du tissu productif turc (seconde partie), met en évidence deux points fondamentaux : ce secteur a un problème d'accès au crédit et ses moyens de production sont très inégalement répartis géographiquement.

1- Structure et performance de l'économie turque

L'étude de l'évolution de la structure de l'économie turque depuis le début des années 1990 fait ressortir le lent déclin du secteur agricole au profit des services, et la relative stabilité du poids de l'industrie. L'essoufflement de l'investissement à partir de 1997 a essentiellement affecté les secteurs de l'agriculture et de l'habitat. L'analyse des performances des différentes activités montre, pour sa part, que les deux principaux contributeurs à la croissance du PIB et de l'emploi sont l'industrie manufacturière et le secteur regroupant le commerce, l'hôtellerie et la restauration. Depuis le début des années 1990, le niveau de la productivité apparente du travail a augmenté de 25 % pour l'ensemble de l'économie ; depuis 2002, le secteur manufacturier est le plus productif. En son sein, le secteur textile, outre qu'il est le principal employeur, est aussi le plus gros contributeur aux exportations nettes de marchandises.

1.1- Poids des différents secteurs dans le PIB, l'emploi et l'investissement

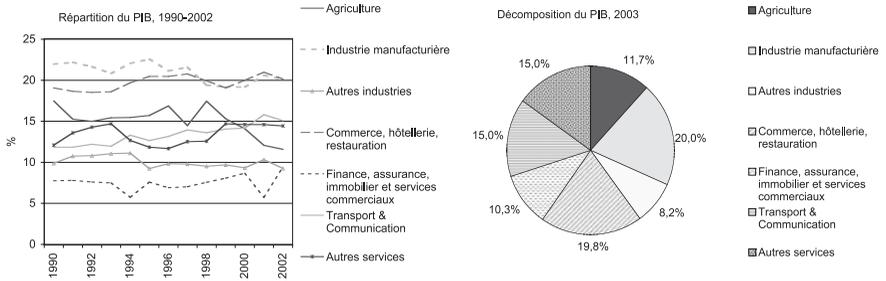
1.1.1- Une structure productive relativement stable, marquée par le lent déclin du secteur agricole

La structure productive turque se caractérise par une économie informelle importante, estimée par le Département de la comptabilité nationale à 30 % de l'emploi non agricole et entre 15 % et 20 % du PIB (et non pas 50 %, comme il est souvent avancé ; ce chiffre supposerait une productivité apparente du travail - dans le secteur des services, là où l'emploi informel non agricole est le plus fort - de 20 % supérieure à ce qu'elle est actuellement).

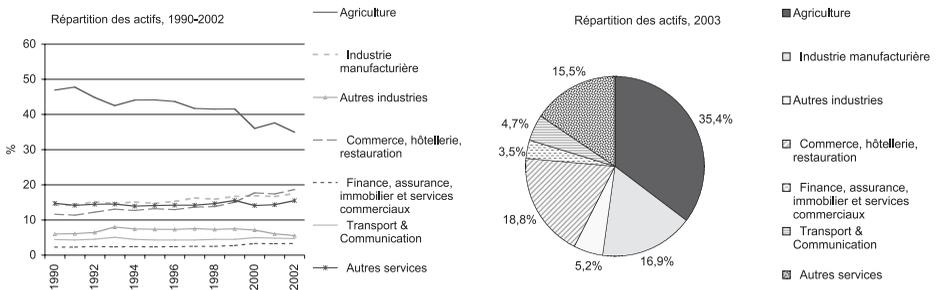
Les statistiques officielles montrent que, depuis le début des années 1990, la structure de l'économie turque est relativement stable, en termes de PIB (graphique 1) et d'emplois (graphique 2). La seule évolution observable est la baisse du poids du secteur agricole, mutation structurelle entamée depuis le début des années 1970.

La part de l'agriculture dans le PIB a ainsi reculé de cinq points depuis 1990, pour atteindre 12 % en 2003, et sa part dans l'emploi a chuté de onze points pour atteindre 35 % en 2003, soit 7,6 millions de personnes. Le poids de l'agriculture dans le PIB est comparable en Turquie à ce qu'il est en Bulgarie, en Tunisie ou au Maroc, pays qui, avec la Jordanie, la Syrie, la Serbie-Monténégro, le Kazakhstan, la Fédération de Russie et le Turkménistan, ont les mêmes niveaux de revenu (revenu intermédiaire de la tranche inférieure) que la

Graphique 1 : Décomposition du PIB turc par activités économiques



Graphique 2 : Décomposition de l'emploi par activités économiques



Turquie ¹. En revanche, le poids du secteur agricole dans l'emploi est au minimum deux fois plus élevé en Turquie ² que dans ces pays (excepté au Maroc). Cet écart entre le pourcentage des emplois dans l'agriculture et la part de ce secteur dans le PIB fait craindre une accélération de l'exode rural dans les années à venir du fait de la disparition probable de nombreuses exploitations (Chaponnière et Verez, 2004).

La part de l'industrie (mines et carrières, industrie manufacturière, eau, gaz, électricité et construction) est restée relativement stable, autour de 30 % du PIB et 22 % de la population active, soit 4,7 millions de personnes. Ce secteur est largement dominé par l'industrie manufacturière, qui représente environ 20 % du PIB depuis le début des années 1990 et dont le poids dans la population active est passé de 15 à 17 % (2 millions de personnes). Le poids du secteur manufacturier dans l'économie turque est équivalent à ce qu'il est en Tunisie, au Maroc, en Bulgarie et au Kazakhstan. En termes de valeur ajoutée, dont 80 % est dégagée par le secteur privé, l'industrie manufacturière est dominée, en 2001, par l'industrie chimique (30 %), le textile (18 %) et l'agroalimentaire (18 %). En termes d'emplois, c'est l'industrie textile qui arrive largement en tête (35 %), suivie de l'agroalimentaire (15 %) et des machines-outils et de l'industrie chimique (10 % chacune).

1. Les comparaisons internationales sont établies à partir des *World Development Indicators* 2004 de la Banque mondiale.

2. Selon Chaponnière et Verez (2004), ces statistiques seraient discutables car elles s'appuient sur une classification rigide de l'activité, définissant comme actifs agricoles les habitants des communes de moins de 5000 habitants.

Le déclin du secteur agricole s'est opéré au profit des services, dont la part est passée de 52 % du PIB et 33 % de la population active au début des années 1990 à respectivement 60 % et 42 % en 2003, soit 9,1 millions de personnes. En termes de PIB et d'emploi, c'est le secteur du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration qui domine (le secteur touristique assure 15 % du PIB environ). Si son poids dans le PIB est resté stable autour de 20 %, sa part dans l'emploi a considérablement augmenté, passant de 12 à 19 % entre le début des années 1990 et 2003. Cet afflux massif de main-d'œuvre, sans augmentation de la valeur ajoutée, suggère l'existence d'un chômage déguisé ou de sous-emploi, phénomènes engendrés par un exode rural massif induisant une croissance urbaine de 20 % par an. Cette différence peut aussi signifier que ce secteur substitue le travail au capital en faisant appel à de la main-d'œuvre nombreuse, mais peu ou non qualifiée, et peu génératrice de valeur ajoutée. En termes de PIB, ce sont les secteurs de la finance et des transports qui ont le plus progressé, passant respectivement de 7 % et 12 % au début des années 1990 à 10 % et 15 % en 2003.

1.1.2- L'investissement en capital fixe est aux deux tiers privé ; il est concentré dans quelques activités ; il est en déclin depuis 1997

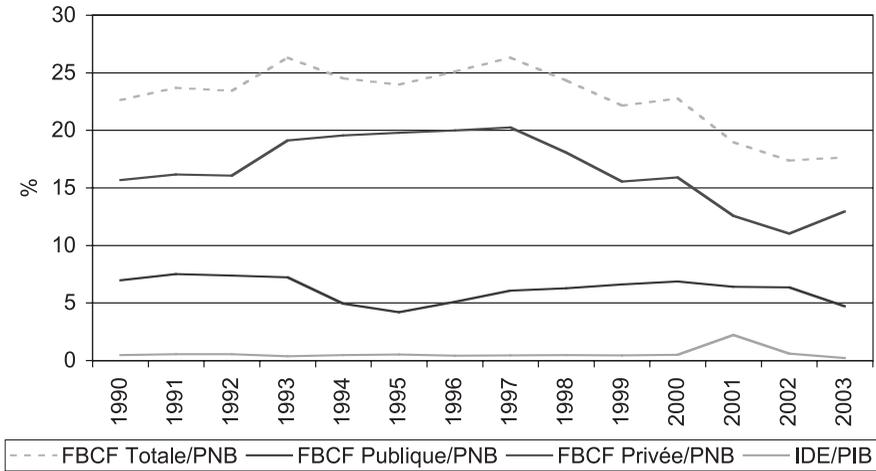
Les deux tiers de l'investissement brut en capital fixe émanent du secteur privé (cette part a atteint 80 % après la crise de 1994 et ce jusqu'en 1997). L'investissement privé domine l'investissement public dans tous les secteurs productifs (hors

services sociaux), excepté dans l'agriculture et dans le secteur de l'énergie (eau, gaz, électricité).

En 2003, trois secteurs absorbaient les deux tiers des investissements totaux en capital fixe : l'industrie manufacturière (23 %), les transports et les communications (31 %) et l'habitat (9 %).

La part de l'investissement en capital fixe dans l'économie est cependant en net déclin depuis 1997, tombant de 26 % à 18 % du PNB en 2003, comme le montre le graphique 3. En comparaison, la part de l'investissement en capital fixe s'élevait, en 2002, à 30 % du PIB au Turkménistan, à 25 % en Tunisie, 24 % au Kazakhstan, 23 % au Maroc, 22 % en Syrie et en Jordanie. Le taux d'investissement turc se situe au même niveau qu'en Russie, en Serbie-Monténégro et qu'en Bulgarie. Ce recul de l'investissement en capital fixe en Turquie depuis 1997 a au moins deux raisons. D'une part, la dépréciation continue de la lire turque a entraîné l'augmentation du coût des importations des machines-outils et des autres biens d'investissement. D'autre part, à partir de 1996, le déficit budgétaire a considérablement augmenté, ainsi que l'émission de bonds du trésor. Ces derniers, étant fortement rémunérés (rendement largement supérieur à 20 %), les placements financiers ont commencé à évincer l'investissement productif (Balkan, Biçer et Yeldan, 2002). Nous reviendrons sur ce point dans la seconde partie. La substitution d'une main-d'œuvre bon marché à un capital onéreux pourrait également être évoquée, mais la stabilité, voire l'augmentation du taux de chômage depuis 1997 semble réfuter cette hypothèse. Toutefois, ces

Graphique 3
Poids de l'investissement productif dans l'économie turque



Source : State Planning Organization (SPO), SIS, Banque mondiale (WDI, 2003)

statistiques sont à prendre avec précaution, car n'étant pas indemnisés, les chômeurs turcs n'ont aucune raison de pointer.

Ce sont les secteurs de l'agriculture mais surtout de l'habitat qui ont enregistré le fléchissement le plus important, leur poids dans l'investissement diminuant respectivement du tiers et des deux-tiers entre 1997 et 2003 pour atteindre 4 % et 9 % en 2003. L'investissement dans le secteur de l'habitat (et dans les secteurs non-échangeables en général) avait explosé durant les années 1990, en partie du fait de l'appréciation du taux de change effectif réel turc. Celle-ci avait été induite par une augmentation de la demande, elle-même engendrée par l'augmentation des salaires réels dans l'industrie manufacturière (Metin-Özcan, Voyvoda et Yeldan, 2001 ; Borotav et Yeldan, 2001). Par ailleurs, les plus-values réalisées sur les marchés financiers ont nourri des spéculations immobilières pendant cette période.

Certains secteurs ont davantage investi. Le secteur des transports et télécommunications a supplanté celui de l'habitat dans l'investissement total, sa part passant de 24 % en 1997 à 30 % en 2003. Le secteur manufacturier arrive à la 3ème place ; il a vu sa part dans l'investissement total augmenter de 6 points depuis 1997 pour atteindre 23 % en 2003, rattrapant ainsi un peu du poids qu'il avait perdu au cours des années 1990. Au sein des activités manufacturières, ce sont principalement les industries du bois (+270 % en moyenne depuis 1997), des biens de consommation durables (+116 %), de l'agroalimentaire et de l'automobile (+80 % chacune) qui ont connu le plus fort taux de croissance de leurs investisse-

ments. Le secteur de l'énergie a enregistré une augmentation significative de sa part dans l'investissement total, laquelle est passée de 6 % à 10 % entre 1997 et 2002, pour retomber cependant à 5 % en 2003. Cette augmentation est liée au besoin d'investissement massif dans ce secteur pour qu'il puisse faire face à l'augmentation de la demande, limitant ainsi la dépendance énergétique vis-à-vis des pays tiers (les prévisions prévoient en l'état actuel un « point de rupture » - offre insuffisante - en 2007 pour l'électricité). Le secteur touristique a vu sa part tripler depuis 1997 pour atteindre 6 % en 2003. La part de l'éducation et de la santé est passée de 4 à 6 % de l'investissement total depuis 1997.

La part des investissements directs étrangers (IDE) est relativement faible, de l'ordre d'un milliard de dollars, soit 0,5 % du PIB et 2 % de la formation brute en capital fixe totale. En comparaison, les IDE représentaient en 2002 10 % du PIB au Kazakhstan, 4 % en Tunisie et en Bulgarie, 3 % en Serbie-Monténégro et 1 % en Russie et au Maroc. La part des IDE en Turquie était comparable, en 2002, à celle de la Syrie.

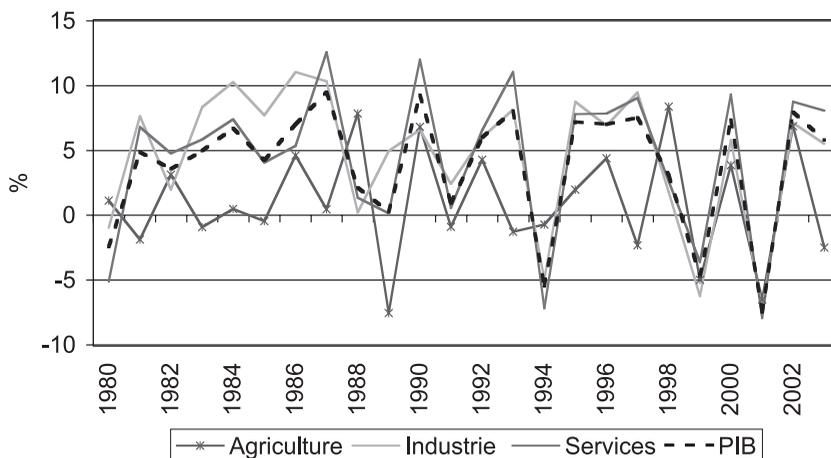
En 2002, les IDE se sont dirigés principalement vers l'agroalimentaire (12 % du total), le commerce (11 %), les banques (10 %), le transport (9 %), la finance (4 %), le tourisme (3,5 %) et les équipements électriques et électroniques (2 %). De manière générale, les secteurs ayant reçu le plus d'IDE depuis 1998 sont ceux du transport, des équipements électriques et électroniques, de l'agroalimentaire et du commerce. Les principaux pays qui investissent en Turquie sont les Pays-Bas, les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie.

1.2- Performances des différents secteurs productifs

1.2.1- Une bonne résistance aux crises financières

Le contexte macroéconomique turc, marqué par trois crises financières majeures (1980, 1994, 2001) a été éprouvant pour le secteur productif. Le graphique 4 montre combien la croissance a été versatile depuis le début des années 1980. La crise de 1994 a engendré une perte de croissance de 5,5 % et celle de 2001 de 7,5 %.

Graphique 4
Une croissance turque très versatile



Source : SIS

Le taux de croissance du PIB est resté malgré tout largement positif entre les crises. Il s'est élevé en moyenne à 6,1 % par an (en volume) entre 1990 et 1993, à 4,6 % entre 1995 et 2000 et à 7 % en moyenne en 2002-2003.

Les performances des différents secteurs productifs ont cependant été inégales. C'est le secteur agricole qui a le moins progressé, de 1,6 % entre 1990 et 1994, de 0,7 % entre 1994 et 2001 et 2,2 % en 2002-2003. L'expansion du secteur industriel s'est opérée au même rythme que l'ensemble de l'économie : 3,6 %, 2,8 %, 6,3 % par an en moyenne au cours de ces mêmes sous-périodes. L'essor du secteur industriel, et notamment manufacturier, a été pénalisé, jusqu'au milieu des années 1990, par une baisse de l'investissement en capital fixe, comme nous l'avons évoqué ci-dessus. C'est finalement le secteur des services qui a enregistré les plus forts taux de croissance annuels moyens : 4,6 %, 3,6 %, 8,4 % au cours des mêmes périodes. Le secteur productif turc est donc globalement résistant et a une grande capacité à réagir rapidement aux chocs macroéconomiques.

La croissance aurait pu être encore plus forte si les dépenses publiques d'investissement et les salaires réels n'avaient pas autant baissé. Les dépenses publiques d'investissement ont chuté en effet de 11,5 % entre 2002 et 2003. Depuis 2000, les salaires réels dans les secteurs public et privé ont chuté d'environ 20 %. En janvier 2004, le salaire minimum a cependant été augmenté de 34 % (il est actuellement d'environ 230 euros).

1.2.2- Le secteur manufacturier et celui du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration sont les principaux contributeurs à la croissance turque

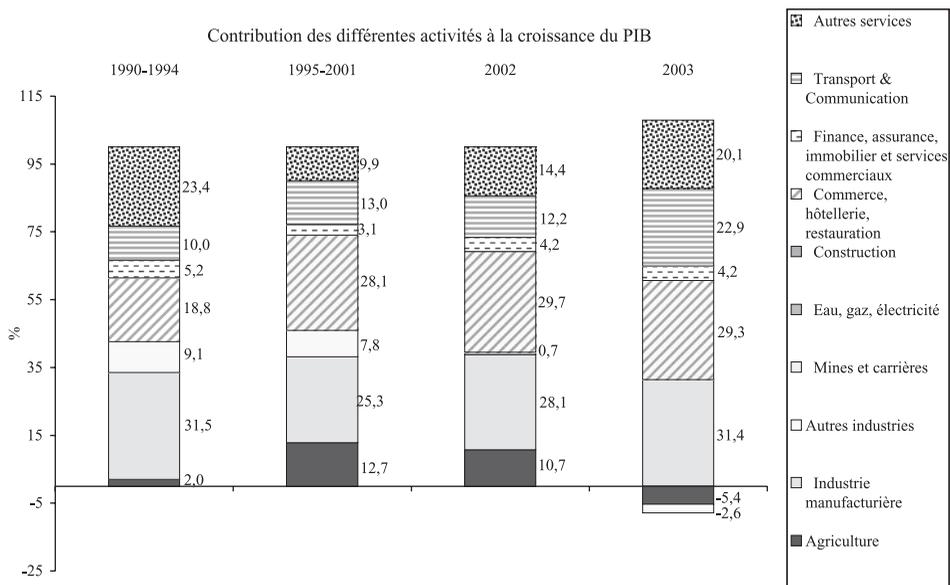
Le taux de croissance des différents secteurs pondéré par leur part dans le PIB indique la contribution de chacun à la croissance du PIB. Celle-ci est représentée sur le graphique 5. La contribution de chaque secteur à la croissance de l'emploi est représentée sur le graphique 6.

Les deux principaux contributeurs à la croissance économique turque sont traditionnellement l'industrie manufacturière³ et le secteur du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration. Depuis la fin 2001, le secteur manufacturier est devenu le plus fort moteur de la croissance turque, stimulé par l'augmentation de la demande intérieure de biens de consommations et des exportations. Au sein du secteur manufacturier, ce sont l'automobile, l'agroalimentaire, le textile et les équipements en biens durables qui ont été les plus gros contributeurs à la croissance.

Deux autres secteurs sont des moteurs importants de la croissance : les autres services et les transports et télécommunications. La contribution du secteur agricole est irrégulière ; celle du secteur de la finance est relativement stable ; celle des autres industries (mines et carrières, énergie, construction) diminue régulièrement pour devenir négative en 2003.

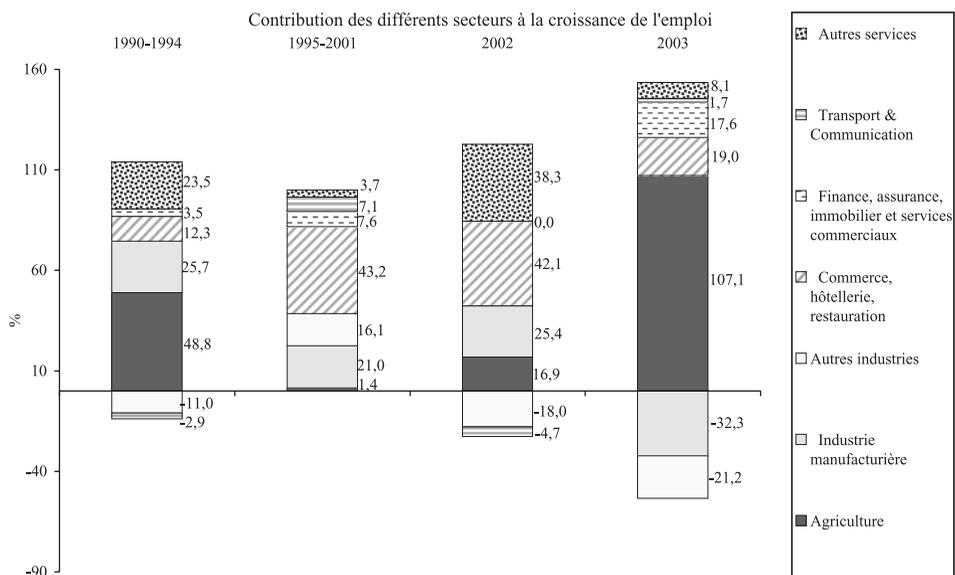
3. La stabilité de la part du secteur manufacturier dans le PIB, calculée à prix courant (graphique 1) s'explique par le fait que l'indice des prix des biens manufacturés (biens échangeables) a augmenté moins vite que celui de l'ensemble de l'économie, phénomène induit par l'appréciation du taux de change réel. Le taux de croissance en volume de ce secteur a été largement positif, en moyenne de 3,9 % par an entre 1990 et 1994, de 3,8 % par an entre 1995 et 2001 et de 9,5 % par an depuis 2002.

Graphique 5



Source : Calculs de l'auteur à partir de données de comptabilité nationale publiées par SIS

Graphique 6



Source : Calculs de l'auteur à partir de données de comptabilité nationale publiées par SIS

Le profil de la contribution de chaque secteur à la croissance de l'emploi est légèrement différent. Le secteur agricole alimente irrégulièrement la croissance de l'emploi ; il a été le plus gros contributeur entre 1990-1994 et en 2003⁴. Ces données sont à considérer avec prudence, le secteur agricole étant une sorte de boîte noire statistique, la plupart des emplois étant non enregistrés.

Le secteur du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration est le principal moteur de la croissance de l'emploi turc (entre 12 % et 43 %) et le plus régulier. Viennent ensuite le secteur manufacturier (en moyenne 25 % entre 1990 et 2002) et celui des autres services (entre 3,5 % et 37 %). Au sein du secteur manufacturier, le principal moteur de la croissance de l'emploi est l'industrie textile, suivie des machines et outils, de l'agroalimentaire et des industries chimiques.

1.2.3- Augmentation du niveau de productivité apparente du travail de 25 % depuis 1990

À la veille de la crise de 2001, la Turquie était le plus productif (6355 dollars constants de 1995 par travailleur) des pays ayant les mêmes niveaux de revenu (Turkménistan, 1500 \$; Syrie, 2485 \$; Serbie, 2672 \$; Bulgarie, 3021 \$; Kazakhstan, 3128 \$; Maroc, 3427 \$; Jordanie, 5400 \$; Russie, 5513 \$; Tunisie, 6240 \$). En 2001, la Turquie a été dépassée par la Tunisie. Cette performance relative peut être améliorée. La Turquie est en effet, avec la Tunisie, le Maroc

4. L'année 2003 est assez exceptionnelle pour le secteur agricole, puisque le taux de croissance de l'emploi y a été de 4,5 % et le nombre d'emplois agricoles créés de 128 000 ; le taux de croissance annuel moyen de l'emploi entre 1990 et 2002 n'a été que de 1,4 %, et le secteur a perdu 1,1 millions d'emplois sur cette période.

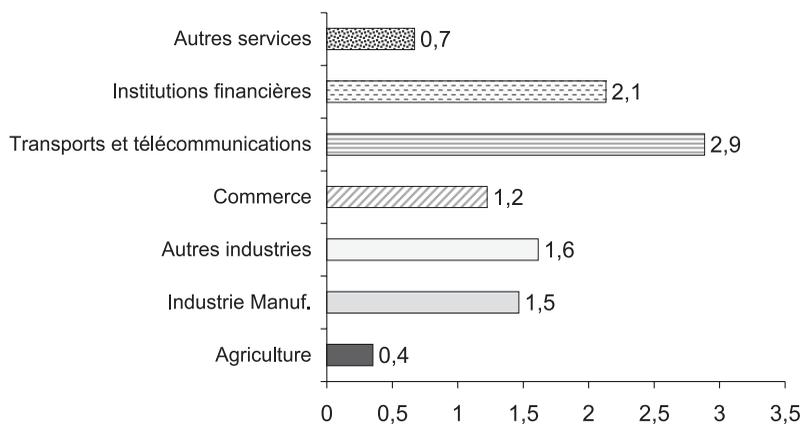
et la Syrie, le pays ayant le nombre de scientifiques et d'ingénieurs investis dans l'activité de recherche et développement le plus faible (moins de 500 pour 1 million, contre plus de 1000 en Bulgarie et plus de 3000 en Russie). La productivité des élites scientifiques paraît donc relativement élevée en Turquie et tout investissement en capital humain promet d'être très rentable. En revanche, une absence d'effort dans cette direction pèserait lourd sur l'avenir de la croissance.

Depuis 1990, le niveau de productivité apparente du travail a augmenté de 25 % pour l'ensemble de l'économie, passant de 7800 \$ à 9600 \$ (constants de 1995) annuels par travailleur.

En 2003, les secteurs dégageant la plus forte valeur ajoutée par travailleur en Turquie sont ceux des transports et télécommunications et de la finance. Viennent ensuite les autres industries et l'industrie manufacturière, comme le montre le graphique 7. Le secteur agricole est le moins productif de tous. Il est en effet composé de 5 millions d'exploitations minifundiaires.

En ce qui concerne le secteur manufacturier de manière plus précise, son niveau de productivité moyen (dans les établissements de plus de 10 employés, données d'enquêtes entreprises SIS) était en 2001 de 1000 millions de liras turques constantes de 1994 par employé. Les niveaux de productivité les plus élevés se trouvaient dans l'industrie chimique (2700), l'équipement en biens durables (2500) et dans l'industrie automobile (1300). Les industries ayant le plus faible niveau de productivité par travailleur étaient le textile (560), le bois (750) et les autres industries métalliques (800).

Graphique 7
Niveaux relatifs de productivité apparente du travail
des différents secteurs productifs (ensemble de l'économie = 1)



Source : Calculs de l'auteur à partir des données de comptabilité nationale publiées par SIS

Au cours des deux dernières années (2002-2003), c'est le secteur manufacturier qui a enregistré la plus forte croissance de sa productivité du travail (9 %/an en moyenne), suivi de celui des transports et télécommunication (8,5 %) et des autres services (8 %).

Au sein de l'industrie manufacturière, c'est l'industrie des biens durables qui a enregistré les plus forts gains en termes de productivité apparente du travail (passant de l'indice 100 en 1997 à 164 en 2001), suivie de près par l'agroalimentaire (160 en 2001). Viennent ensuite les industries du bois (148) et du textile (113). Les industries qui ont perdu en productivité depuis 1997 sont l'automobile (62 en 2001), la sidérurgie (76) et la chimie (83). L'indice de productivité du travail de l'industrie manufacturière prise dans son ensemble s'élevait à 102 en 2001.

Les salaires réels dans l'industrie manufacturière ont globalement augmenté entre 1999 et 2000, mais ils baissent depuis 2001 (indice 90 en 2001). L'augmentation de la productivité du travail dans certaines branches n'a pas été compensée par une augmentation proportionnelle des salaires réels, lesquels ont même baissé dans certaines activités (textile, bois). En revanche, dans certaines branches le salaire a moins baissé que la productivité (automobile, sidérurgie, industrie chimique).

La compétitivité a donc augmenté, entre 1997 et 2001, dans l'agroalimentaire, le textile, le bois et les biens de consommation durables. L'augmentation de la productivité et la diminution du coût salarial unitaire ont permis de

contrecarrer la forte appréciation du taux de change effectif réel depuis 2002, et de maintenir ainsi la compétitivité et les échanges extérieurs. Dans une perspective internationale, la production automobile turque reste en outre très performante.

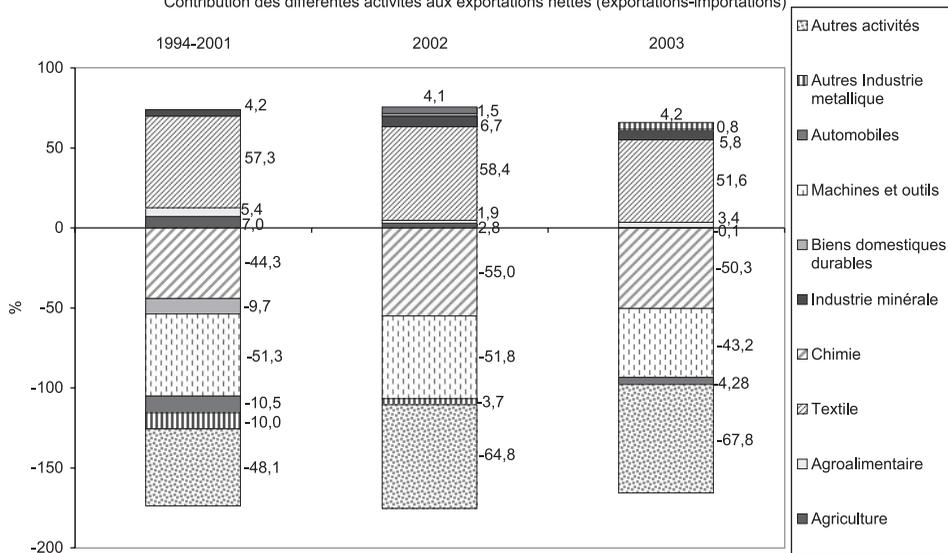
1.2.4- Le secteur textile est le plus gros contributeur aux exportations nettes de marchandises

Les exportations de marchandises représentaient 20 % du PIB en 2003 (14 % en 1994). Selon la Tusiad (association d'industriels et d'hommes d'affaires turcs), les PME ne réaliseraient que 7 à 8 % de ces exportations. Les exportations de marchandises sont dominées par les biens manufacturés, dont la part est passée de 86 % en 1994 à 93 % en 2003. L'industrie a passé avec brio le test de la concurrence internationale en 1996 lorsque la Turquie, en signant un accord d'union douanière avec l'Union européenne, a éliminé les tarifs douaniers sur les importations européennes. En 2003, 47 % des exportations totales étaient dirigées vers l'Union européenne, notamment vers l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et la France. L'expansion des exportations manufacturières s'est opérée au détriment des exportations agricoles, dont la part a chuté de moitié, passant de 12 % en 1994 à 6 % en 2003. Les exportations des secteurs des mines et carrières et de l'énergie sont marginales, représentant moins de 2 % des exportations totales de marchandises.

Les exportations de marchandises turques sont dominées par le textile et l'habillement, lesquels en représentaient 33 % en 2003, en légère diminution depuis de début des années

Graphique 8

Contribution des différentes activités aux exportations nettes (exportations-importations)



Source : Calculs de l'auteur à partir des statistiques sur le commerce extérieur publiées par SIS

1990 (38 %). Le secteur automobile occupe la deuxième place dans les exportations de marchandises depuis 2000, place jusqu'à cette date détenue par le secteur agroalimentaire. En 2003, le premier dégageait 11,5 % (3 % en 1994) des exportations totales et le second 5 % (10 % en 1994). Viennent ensuite les exportations de produits chimiques (9 % en 2003, tendance à la baisse), les exportations sidérurgiques (9 % en 2003, en baisse) et les exportations de biens durables et de machines et outils (7 % chacune, en hausse). Les industries les plus performantes à l'export sont celles qui ont enregistré les plus forts gains de compétitivité.

La contribution de chaque secteur aux exportations nettes (exportations moins importations) est un meilleur indicateur de performances à l'exportation que leur part dans les exportations totales ⁵ (graphique 8).

Il apparaît que seuls quelques secteurs ont structurellement des exportations nettes positives depuis le début des années 1990 : le textile, l'agroalimentaire, les industries minérales et, dans une moindre mesure, l'agriculture. L'industrie automobile, minérale, des biens durables et les autres industries métalliques ont un solde positif depuis 2002 et/ou 2003. Toutes les autres activités ont des exportations nettes négatives.

Le secteur textile est le plus gros contributeur au solde des exportations nettes de marchandises (lequel est de

5. La forte appréciation du taux de change effectif réel depuis 2002, couplée à l'augmentation de la demande intérieure (baisse des taux d'intérêts réels, augmentation du crédit à la consommation, augmentation du salaire minimum de 34 % en janvier 2004), a induit une nette augmentation des importations, à la fois en biens d'équipement et en biens de consommation durables.

manière structurelle globalement négatif, -10 % en 2003). Il en dégagait près de 60 % entre 1994 et 2002, et 52 % en 2003 soit 11,3 milliards de dollars.

La Turquie a une longue tradition dans ce secteur. L'industrie de l'habillement se classe à la 5^{ème} place mondiale et peut s'appuyer sur une industrie textile très performante. Une trentaine d'entreprises textiles turques se classent parmi les 300 plus grandes au niveau mondial. Deuxième fournisseur de l'Union européenne après la Chine, la Turquie souffrira de la fin de l'Accord Textile-Vêtement (qui avait remplacé en 1994 l'Accord multifibres de 1973) qui régule les échanges mondiaux jusqu'au 31 décembre 2004. Cependant, les observateurs et experts soulignent que l'industrie textile turque est l'une des mieux armées pour résister à la concurrence chinoise, et que les entreprises textiles turques développent une stratégie consistant à investir dans des entreprises chinoises.

Le deuxième générateur de devises après le secteur textile est le secteur touristique, qui a rapporté 8,5 milliards de dollars en 2003 (non montré sur le graphique 8 qui ne représente que les exportations de marchandises).

Les secteurs des biens durables et de l'automobile sont de l'avis de tous les observateurs les plus prometteurs. Le secteur automobile est dominé par des joint-ventures et il exporte la moitié de sa production, localisée à Bursa. Ce secteur fait travailler de nombreuses PME en sous-traitance.

Les industriels turcs ont également percé sur le marché de l'électroménager et de l'électronique grand public, en

fabriquant en sous-traitance des articles que distribuent les hypermarchés européens.

Le poids du secteur agricole dans les exportations nettes diminue régulièrement ; il était nul en 2003. Ces mauvaises performances sont liées à la structure du secteur agricole et à sa faible productivité, comme nous l'avons déjà souligné. L'industrie agroalimentaire contribue entre 2 et 5 % aux exportations nettes depuis le début des années 1990.

2- Les PME en Turquie : un secteur très important mais très inégalement réparti géographiquement

L'étude de la répartition sectorielle des PME ⁶ montre que toutes les activités productives sont composées, à plus de 65 %, par des PME, voire par des micro-entreprises, que les PME sont l'employeur majoritaire dans les trois-quarts des activités mais qu'elles manquent d'accès au crédit bancaire. L'étude de la répartition géographique des PME fait ressortir une très grande inégalité dans leur localisation. Les régions

6. Il existe deux sources statistiques principales (publiées par SIS) donnant des informations sur les PME : les recensements d'établissements et les enquêtes annuelles d'entreprises. Les recensements, dont le dernier a été effectué en 2002, nous renseignent, pour les différentes provinces turques, sur le nombre d'établissements et l'emploi dans les différentes activités économiques (hors agriculture), selon la taille de l'établissement. Les enquêtes annuelles d'entreprises ne couvrent que le secteur manufacturier et ne concernent que les entreprises de plus de 10 employés. En revanche, elles donnent des informations plus larges pour chaque taille d'entreprise, et chaque région : nombre d'établissements, emplois mais aussi valeur ajoutée, salaires, investissements. Nous ne disposons donc pas de données sur la valeur ajoutée des PME pour l'ensemble des activités ; nous n'en avons que pour le secteur manufacturier.

les plus riches, Marmara et le Centre anatolien, en rassemblent 55 %, les régions les plus pauvres, l'Est et le Sud-Est anatolien ne comptent que 10 % de celles-ci. Cette tendance est encore plus marquée si l'on ne s'intéresse qu'aux petites et moyennes entreprises hors micro-entreprises.

2.1- Répartition sectorielle des PME : ensemble de la Turquie

2.1.1- La quasi-totalité des entreprises turques sont des PME ; leur poids dans l'emploi est inégal selon les activités

Pour l'ensemble de la Turquie, le recensement de 2002 nous permet de calculer la répartition du nombre d'entreprises et celle de l'emploi en fonction de la taille de l'entreprise. Elles sont représentées sur le graphique 9⁷. Il ressort que les micro-entreprises (1 à 9 employés) représentaient en 2002 96 % du nombre total d'entreprises et employaient 51 % de la population active.

De manière générale, les PME telles que définies par SIS (nombre d'employés inférieur à 200) représentent 99,9 % des entreprises et 80 % de l'emploi total. Dans le secteur manufacturier, les PME représentent 99,5 % des entreprises et 66 % de l'emploi. Dans les autres secteurs (hors agriculture), ces chiffres atteignent 99,9 % et 86 %.

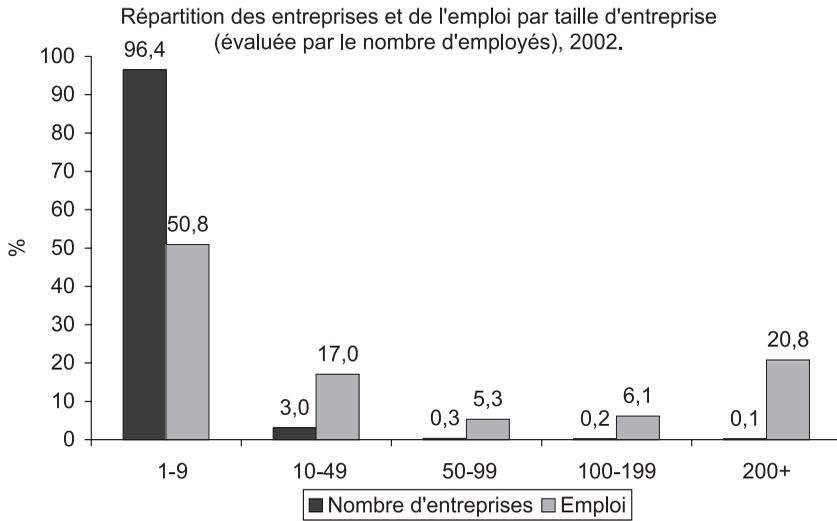
7. D'après le recensement de 2002, le nombre total d'entreprises (hors agriculture) s'élevait à 1,9 millions, dont 267 000 dans l'industrie manufacturière. L'emploi total (hors agriculture) était de 6,4 millions, dont 2,1 millions dans l'industrie manufacturière.

La répartition du nombre d'entreprises et de l'emploi, selon la taille de l'entreprise, pour chaque activité productive est reportée en annexe 1 dans les tableaux A1.1 à A1.4. Les PME réalisent plus de 65 % des activités productives, notamment les micro-entreprises.

En termes d'emplois, la configuration est différente. Les micro-entreprises sont le plus gros employeur dans les seules industries du bois, du papier et de l'édition, des machines et outils, des autres industries métalliques et dans les services (excepté dans la finance et dans l'éducation). Les PME (1 à 199 employés) sont l'employeur majoritaire dans toutes les activités sauf les mines et carrières (41 % de l'emploi de ce secteur), la sidérurgie (47 %), l'industrie des biens de consommation durables (27 %), l'industrie automobile (47 %) et l'énergie (41 %). Le détail se trouve dans les tableaux A1.1 et A1.2 de l'annexe 1.

En termes de répartition des PME par activité (annexe 1, tableau A1.3), trois secteurs rassemblent 75 % du total des PME turques : le commerce (46 %), suivi de loin par l'industrie manufacturière et le secteur des transports et télécommunications (14 % chacun). L'emploi des PME (annexe 1, tableau A1.4) se trouve principalement concentré dans deux secteurs : le commerce (36 % du total de l'emploi dans les PME) et l'industrie manufacturière (27 %).

Graphique 9



Source : Recensement 2002, SIS.

Encadré 1

Définitions des PME utilisées en Turquie

Il n'existe pas de définition officielle des PME en Turquie. Les définitions les plus couramment utilisées sont listées ci-dessous. Cependant, à partir du 1er janvier 2005, la Turquie va adopter la définition recommandée par l'Union européenne (recommandation 2003/361/CE).

SIS (Institut National de la Statistique) :

Micro : 1-9 personnes

Petites : 10-49 personnes

0,5- 2 millions de dollars de chiffre d'affaires
annuel

Moyennes : 50-199 personnes

5-10 millions de dollars de chiffre d'affaires
annuel

KOSGEB (Organisation pour le Développement des Petites et Moyennes Entreprises) :

Petites : 1-49 personnes

Moyennes : 50-150 personnes

ISO (Chambre d'Industrie d'Istanbul) :

Micro : 1-9 personnes

Petites : 10-24 personnes

Moyennes : 25-199 personnes

Union européenne (recommandation 2003/361/CE du 6 mai 2003, portée en annexe) :

Micro : < 10 employés

< 2 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel

< 2 millions d'euros de bilan annuel

Petites : 10-49 employés

< 10 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel

< 10 millions d'euros de bilan annuel

Moyennes : 50-249 employés

10-50 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel

10 -43 millions d'euros de bilan annuel.

Banque européenne d'investissement :

Est considérée comme une PME toute entreprise dont le nombre d'employés est inférieur à 500 et dont les immobilisations nettes sont inférieures à 75 millions d'euros. L'Union européenne recommande à la BEI d'adopter sa définition en janvier 2005.

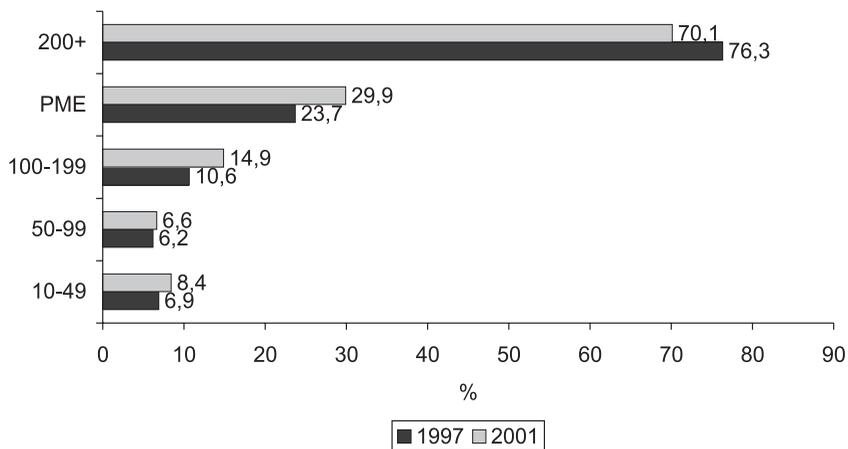
2.1.2- La valeur ajoutée et l'emploi manufacturiers sont localisés majoritairement dans les grandes entreprises ; les PME restent le plus gros créateur d'emplois dans ce secteur

L'analyse des enquêtes annuelles d'entreprises nous renseigne sur le poids des PME (hors micro-entreprises) dans la valeur ajoutée manufacturière. Le graphique 10 représente la répartition de la valeur ajoutée par taille d'entreprise pour l'ensemble de l'industrie manufacturière turque en 1997 et en 2001.

La valeur ajoutée manufacturière est donc dégagée en Turquie à plus de 70 % par de grandes entreprises (+ de 200 employés selon la définition SIS). Cette tendance est cependant à la baisse depuis 1997. Au sein des PME, ce sont les entreprises moyennes qui dégagent la plus grande part de la valeur ajoutée. En 1997, les PME étaient majoritaires dans la valeur ajoutée des seules industries du bois et du papier. En 2001, elles l'étaient dans l'industrie du papier et dans les autres industries métalliques. Leur poids en termes de valeur ajoutée est structurellement plus faible dans les industries de biens de consommations durables (4 % en 2001) et de l'automobile (11 % en 2001). Les tableaux A2.1 et A2.2 montrent les données détaillées pour les autres industries (annexe 2).

En 2001, les PME (hors micro-entreprises) représentaient en outre 43 % de l'emploi manufacturier total (hors micro-entreprises), réparti comme suit : 10-49 employés : 17 % ; 50-99 : 11 % ; 100-199 : 15 %. Bien qu'encore minoritaires dans l'emploi manufacturier total, les PME ont été le

Graphique 10
Répartition de la valeur ajoutée manufacturière, par taille d'entreprise, en 1997 et 2001



Source : Enquêtes annuelles d'entreprises, SIS

principal créateur d'emplois dans ce secteur entre 1997 et 2001, comme le montre le tableau 1.

Il apparaît que les PME ont créé 7013 emplois en cinq ans alors que les grandes entreprises en ont détruit 55145. Au sein des PME, celles qui comptent entre 10 et 49 employés ont créé le plus d'emplois (8992), suivies de celles comptant entre 100 et 199 employés (3651). La tranche intermédiaire a perdu 5630 emplois.

Parmi les différentes activités manufacturières, ce sont dans les industries chimiques, dans les autres industries métalliques, dans celles du papier et de l'édition et dans l'industrie automobile que les PME ont créé le plus d'emplois. Elles en ont le plus détruit dans les industries minérales, du textile et de la sidérurgie.

Globalement, toutes entreprises confondues, les principales pertes d'emplois entre 1997 et 2001 sont intervenues dans les industries du textile, des machines-outils, de l'agro-alimentaire et de la sidérurgie. Les plus fortes créations d'emplois ont eu lieu dans l'industrie de l'équipement et des télécommunications et dans celle de l'automobile.

Le secteur des PME est donc très important en Turquie, rassemblant en 2002 99,9 % du total des établissements et 80 % de l'emploi, toutes activités confondues (hors agriculture). Les PME hors micro-entreprises fournissaient, en 2001, 43 % des emplois manufacturiers et dégageaient 30 % de sa valeur ajoutée. Entre 1997 et 2001, les PME ont été le plus gros créateur d'emplois dans l'industrie manufacturière. Il est difficile d'établir des comparaisons car les définitions des

Tableau 1
Création/destruction d'emplois
dans les différentes activités manufacturières
en fonction de la taille de l'entreprise entre 1997 et 2001

Unités	10-49	50-99	100-199	PME	200+	Total
Alimentation, boisson et tabacs	-225	-1338	2075	512	-10103	-9591
Textiles	1061	-2975	-251	-2165	-9450	-11615
Bois	227	-719	-509	-1001	-1200	-2201
Papier et édition	611	1110	968	2689	-3617	-928
Industrie chimique	1589	1430	1639	4658	-7133	-2475
Industrie minérale	-986	-2691	-693	-4370	-1159	-5529
Sidérurgie	163	-1257	-284	-1378	-7702	-9080
Equipements, télécommunications	34	-194	593	433	4151	4584
Machines & outils	3276	-435	-2195	646	-11625	-10979
Automobiles	603	344	95	1042	1427	2469
Autres industries métalliques	1318	363	2060	3741	-12365	-8624
Industries n.c.a	1321	732	153	2206	3631	5837
TOTAL	8992	-5630	3651	7013	-55145	-48132

Source : Calculs de l'auteur à partir des enquêtes annuelles d'entreprises, SIS

PME varient selon les pays, mais à titre indicatif, en France, les entreprises du secteur industriel ayant entre 10 et 249 employés, absorbaient 39 % de la main-d'œuvre de ce secteur et dégagnaient 29 % de sa valeur ajoutée en 2000 (données de l'INSEE). Il existe donc une marge de mise à niveau des PME turques afin de réduire le rapport valeur ajoutée/emploi et augmenter ainsi leur compétitivité. Il n'en reste pas moins que les PME turques ont déjà acquis un niveau de productivité tout à fait convenable dans une perspective internationale. Leur principal atout est la flexibilité.

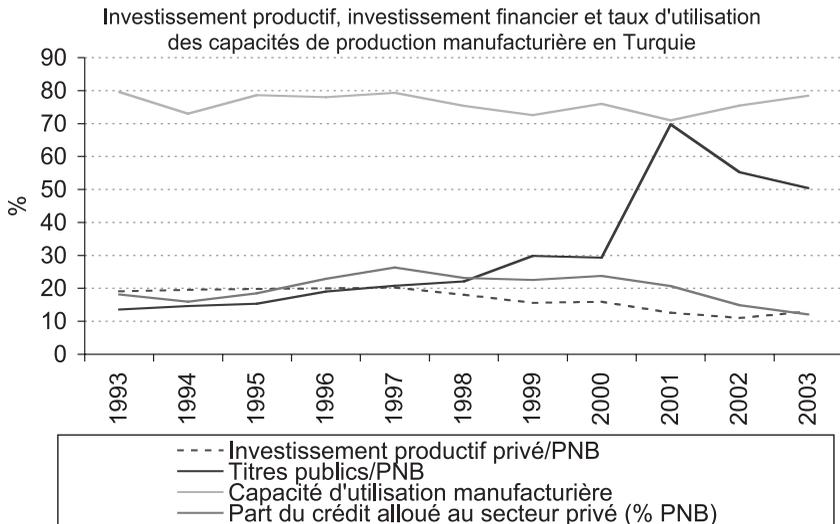
2.1.3- Les PME manquent d'accès aux crédits bancaires, les banques étant plus incitées à financer des titres d'Etat que l'investissement productif

Un point marquant de l'économie turque est le problème que rencontre le secteur productif pour se financer auprès des banques. L'investissement productif se trouve être en rivalité avec un investissement financier, en titres publics, très rémunérateur et beaucoup moins risqué.

Le graphique 11 met en évidence l'effet d'éviction de l'investissement productif par l'investissement financier depuis 1997. Cette évolution est inquiétante car le taux d'utilisation des capacités de production dans le secteur manufacturier augmente depuis 2001 (passant de 78 % à 84 % dans le secteur public et de 75 % à 76 % dans le secteur privé) et que des investissements supplémentaires vont devoir être entrepris pour que l'industrie turque puisse répondre à la demande, évitant ainsi de recourir aux importations, déjà très importantes.

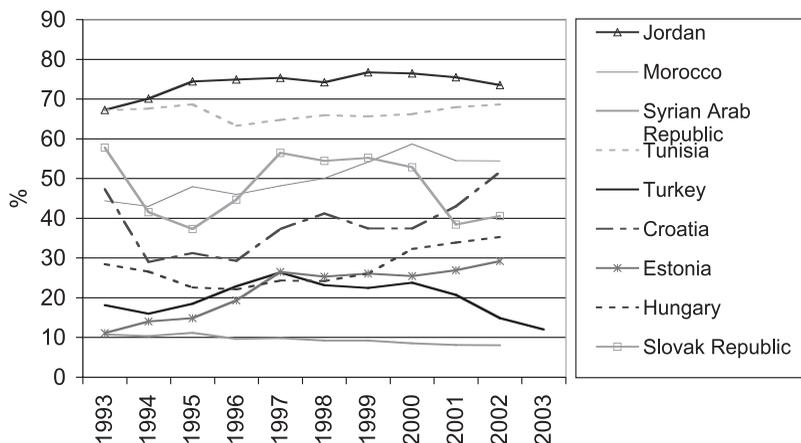
Ce graphique montre aussi que la baisse du poids de l'investissement productif dans l'économie turque depuis 1997 est concomitante avec la baisse de la part du crédit allouée au secteur privé en Turquie, laquelle est passée de 26 % en 1997 à 12 % du PIB en 2003 ; elle serait cependant en forte progression en 2004.

Graphique 11
Essoufflement de l'investissement productif
au profit de l'investissement financier dans l'économie turque



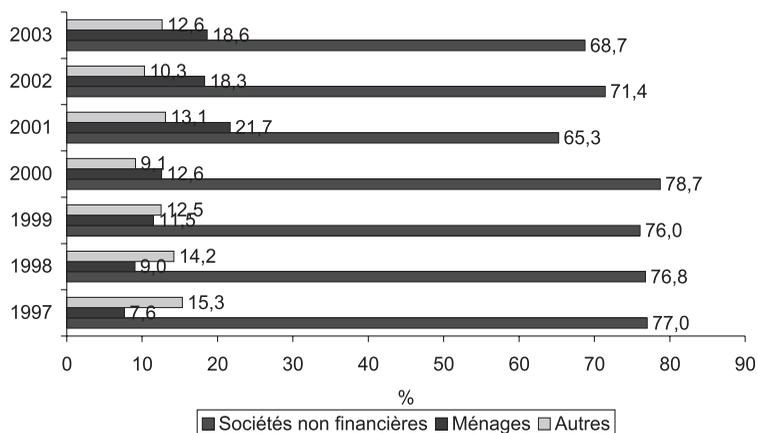
Source : SPO, SIS

Graphique 12
Poids dans le PIB du crédit domestique
allant au secteur privé dans différents pays



Source : Banque mondiale (2003), *Indicateurs de développement dans le monde*

Graphique 13
Répartition du crédit alloué au secteur privé



Source : Banque Centrale de Turquie

Le graphique 12 fait ressortir que la part de crédit allant au secteur privé (12 % en Turquie) est beaucoup plus faible qu'en Jordanie (73 % en 2002), en Tunisie (68 %), au Maroc (54 %), en Croatie (52 %), et dans une moindre mesure, qu'en République slovaque (41 %), Hongrie (35 %) et Estonie (30 %), pays dont le secteur industriel est de taille comparable à celui de la Turquie. Parmi les pays de notre échantillon, seule la Syrie a un taux de crédit au secteur privé inférieur (8 % du PIB en 2002) à celui de la Turquie.

Les crédits totaux représentaient 26 % des ressources totales des banques turques en novembre 2003, ce qui est faible ⁸, mais en augmentation de 3 points par rapport à l'année précédente du fait principalement de la baisse des taux d'intérêts. Depuis 1997, la part des crédits alloués au secteur privé dans le total des crédits bancaires est passé de 88 à 83 % en 2003. Elle a donc diminué au profit notamment des crédits aux gouvernements central et locaux.

Le graphique 13 montre l'évolution de la répartition du crédit alloué au secteur privé depuis 1997. La part allant aux entreprises non financières a diminué de près de 10 points, passant de 77 % en 1997 à 69 % en 2003. En revanche, la part des crédits aux ménages a plus que doublé, de 8 % à 19 % sur la même période. C'est surtout le crédit à la consommation qui a augmenté.

Les entreprises ont donc de plus en plus de difficultés à se financer, notamment les petites et moyennes entreprises,

8. Ce pourcentage varie selon le type de banque : 13 % pour les banques de dépôt publiques, 33 % pour les banques de dépôt privées, 10 % pour les SDIF (*Saving-Deposit-Insurance Funds*), 38 % pour les banques de dépôt étrangères et 45 % pour les banques de développement et d'investissement.

lesquelles recevraient environ 4 % des crédits bancaires selon la Tüsiad (l'organisation patronale turque). Parmi elles, ce sont surtout les entreprises moyennes qui rencontrent des difficultés à se financer. Il existe en effet plusieurs programmes de financement pour les micro et petites entreprises, initiés par le gouvernement turc (KOSGEB, à travers Halkbank et Ziraat Bank) ou les bailleurs de fonds internationaux (Union européenne, KfW). Par ailleurs, les grandes PME (nombre d'employés supérieur à 200 et jusqu'à 250 ou 500 selon les définitions) ont les moyens d'accéder aux crédits bancaires en devises, qui sont beaucoup moins onéreux que ceux libellés en liras turques (la monnaie locale est coûteuse en période de politique monétaire restrictive), car elles exportent et peuvent rembourser en devises. C'est donc la tranche des PME se situant entre 50 et 199 employés qui a le plus de difficulté à trouver des financements. Elles sont trop grandes pour entrer dans les programmes de soutien aux micro et petites entreprises, et ne présentent pas les mêmes garanties que les grandes entreprises (sauf exception) pour accéder au crédit bancaire en devises.

Le rapport de février 2004 de l'Agence de la supervision et de la régulation bancaire turque souligne ainsi que 62 % des crédits distribués ont une taille supérieure à 300 000 euros, et que les crédits d'un montant inférieur à 30 000 euros ne représentaient, en 2003, que 28 % du total des crédits. En outre, 87 % des dépôts en liras turques et 89 % des dépôts en devises avaient en février 2003 une maturité inférieure à 3 mois. La durée des prêts est courte et leur coût très élevé, surtout pour ceux libellés en monnaie locale.

En novembre 2003, c'est le secteur de l'industrie qui recevait la majorité des crédits (50,5 %) ; le secteur des services en recevait 30 % et l'agriculture 4 %. A un niveau plus fin, les cinq secteurs recevant le plus de crédits étaient le textile (11,5 %), le commerce et les services aux véhicules (10,5 %), l'agroalimentaire (7 %), les transports et communications (6 %) et la construction (5,5 %).

Un plus grand accès à un financement à moyen et long terme permettrait à l'investissement de revenir à son niveau des années 1990 (25 %). Le potentiel de croissance de la Turquie à moyen terme apparaît ainsi dicté par un dysfonctionnement dans le financement de l'investissement productif. La croissance ne peut être durable avec un tel dysfonctionnement et y remédier est un des enjeux économiques actuels de la Turquie.

2.2- Répartition géographique des PME turques

2.2.1- Les différentes régions de Turquie ont des profils très différents, marqués par de fortes inégalités

La Turquie est découpée administrativement en 81 provinces et 7 grandes régions : Méditerranée, Est anatolien, Egée, Sud-Est anatolien, Centre anatolien, Mer noire et région de Marmara (voir l'annexe 3 pour le détail du découpage administratif et l'annexe 4 pour les cartes administratives). Ces régions sont marquées par une grande disparité économique et sociale.

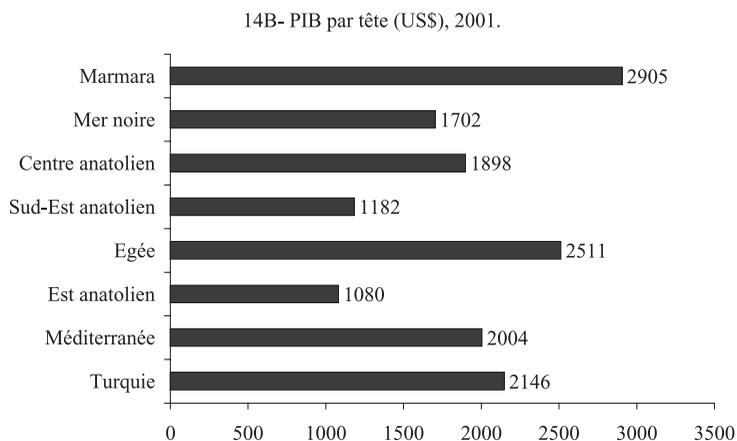
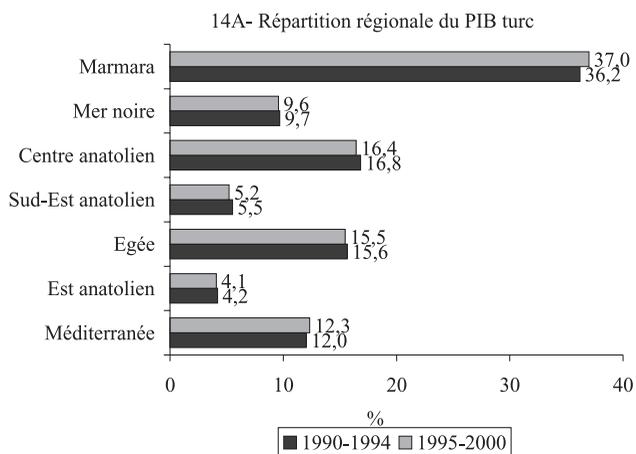
En termes de population, c'est la région de Marmara qui est la plus peuplée, rassemblant en 2000 27,5 % (18,6 millions)

de la population totale (68 millions). Viennent ensuite le Centre anatolien (15 % / 10,6 millions), la région Egée (13,2 % / 8,9 millions), la région Méditerranée (12,8 % / 8,7 millions) et la Mer noire (11,8 % / 8 millions). Le Sud-Est (9,7 % / 6,6 millions) et l'Est (9,2 % / 6,2 millions) anatolien sont les régions les moins peuplées.

Ces deux régions sont également les plus pauvres. Le graphique 14A montre que la région de Marmara détenait en moyenne 37 % du PIB turc sur la période 1995-2000 (Istanbul à elle seule en détenait 22 %), en légère hausse par rapport au début des années 1990. L'Anatolie centrale, les régions Egée et Méditerranée détenaient respectivement 16 %, 15 % et 12 % du PIB turc en moyenne sur la période 1995-2000. L'Est et le Sud-Est anatolien sont les deux régions les plus pauvres, ne détenant respectivement que 5,7 % et 4 % du PIB. Ce phénomène tend à se renforcer très légèrement avec le temps, le taux de croissance étant moindre dans ces régions (1,9 % en moyenne entre 1995-2000 pour l'Est anatolien et 3,6 % pour le Sud-Est anatolien, contre 5,7 % pour Marmara).

Le graphique 14B nous montre que ces deux régions sont également celles ayant le plus faible PIB/tête en 2001 (1080 \$ et 1280 \$ respectivement), près de trois fois inférieur à celui prévalant dans la région de Marmara, de loin la plus riche (près de 3000 \$ / tête). La région de Marmara a donc un niveau de PIB par tête bien supérieur à la moyenne des pays de la région Méditerranée et Moyen-Orient dans lesquels intervient l'Agence française de développement (2002 \$ / tête) ; l'Est anatolien a un niveau de richesse comparable à celui de la Palestine

Graphique 14

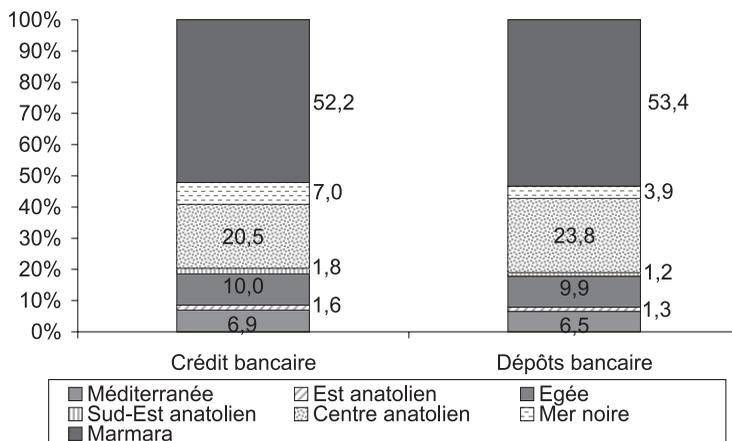


Sources : SIS

(960 \$ / tête) ; celui du Sud-Est anatolien est légèrement inférieur à celui de l’Egypte (1288 \$ / tête).

Ces deux régions sont par ailleurs celles qui reçoivent le moins de crédits bancaires, moins de 2 % chacune, comme le montre le graphique 15. Les régions de Marmara et d’Anatolie centrale drainent plus de 70 % des prêts. Le ratio « part des crédits bancaires / part dans le PIB » est ainsi beaucoup plus faible dans les régions de l’Est (0,4) et du Sud-Est anatolien (0,4) que dans la région de Marmara (1,4) ou du Centre anatolien (1,2), ce qui montre combien ces régions sont sous-bancarisées.

Graphique 15
Répartition régionale des crédits bancaires, 2000



Source : Syndicat des banques (publié par SPO)

Enfin, c'est dans la région Sud-Est anatolien que le taux de chômage est le plus élevé (22 % en 2003), deux fois plus que la moyenne nationale (10,5 %). L'Est anatolien a de meilleures performances en termes d'emploi, le taux de chômage étant l'un des plus faible (6,3 %), juste après la Mer noire (4,8 %). Les autres régions avaient un taux de chômage compris entre 10 % (Centre anatolien) et 12 % (Marmara) en 2003. Mais comme nous l'avons déjà indiqué, ces chiffres sont à prendre avec précaution.

2.2.2- Les activités ne sont pas uniformément réparties sur le territoire turc, les régions les plus pauvres attirent peu l'industrie

Les enquêtes annuelles de population active renseignent sur la répartition de l'emploi par région et par activité (information non fournie pour la valeur ajoutée). Le tableau A5.1 de l'annexe 5 indique la répartition de la population active turque dans les différentes régions, pour chaque activité économique. Globalement, c'est là encore la région de Marmara qui absorbe la plus grande part de la population active (28 %), suivie de la Mer noire (17 %). L'Est et le Sud-Est anatolien arrivent en dernière position, embauchant respectivement 8 % et 7 % de la population active.

La population active agricole est surtout localisée en Mer noire (31 %) ; celle des mines et carrières dans la région Egée (44 %) et, dans une moindre mesure, en Mer noire (30 %). La région de Marmara concentre 50 % de l'emploi manufacturier. L'emploi dans le secteur énergétique est principalement localisé

dans les régions de Marmara et d'Anatolie centrale (25 % chacune). Cette configuration est semblable pour le secteur de la construction. Les régions de Marmara et d'Anatolie centrale rassemblent par ailleurs au minimum la moitié des emplois de services. La région Méditerranée est la plus diversifiée de toutes. L'Est anatolien est la région où la part de l'emploi dans l'industrie manufacturière est la plus faible (1,7 %). Dans la région du Sud-Est anatolien, cette part est plus élevée (7 %) ; elle est principalement localisée dans la province de Gaziantep (textile).

Si nous voulons tenir compte du fait que certaines régions embauchent structurellement plus que d'autres et neutraliser ainsi les effets de taille, nous devons calculer un coefficient de spécialisation, défini, pour chaque région, comme suit :

$$CA = \frac{x_{ij} / x_i}{x_{.j} / x_{..}}$$

où i représente la région, j l'activité, et x le nombre d'employés.

Si ce coefficient est supérieur (inférieur) à 1, cela signifie que le poids de l'activité j dans la région i est supérieur (inférieur) au poids de l'activité j pour l'ensemble de la Turquie, *i.e.* que la région i est relativement spécialisée (non spécialisée) dans l'activité j .

Ces coefficients de spécialisation sont reportés pour chaque région dans le tableau 2. Il apparaît que la région la plus spécialisée est la région Egée, avec un coefficient de 3,4 dans l'activité des mines et carrières. La région Méditerranée est relativement spécialisée dans l'activité commerce, l'hôtellerie et la restauration ; l'Est anatolien, le Sud-Est anatolien et la Mer noire dans l'agriculture ; le Centre anatolien dans le secteur énergétique et la région de Marmara dans l'industrie manufacturière et la finance.

La répartition géographique de la main-d'œuvre des différentes activités manufacturières est reportée dans le tableau A5.2 de l'annexe 5. La région de Marmara absorbe la plus grande part de celle-ci dans toutes les activités excepté l'agroalimentaire (31 %), le bois (32 %), l'industrie minérale (42 %) et la sidérurgie (41 %). Les industries agroalimentaires sont également bien représentées en Mer noire (18 %), Egée (17 %) et dans une moindre mesure en Anatolie centrale (13 %). Le second centre textile est la région Egée (16 %), loin derrière Marmara (63 %). Il en est de même pour les industries chimiques et celles des biens durables. La main-d'œuvre de l'industrie automobile est localisée en Anatolie centrale (Bursa) à raison de 10 %. Les activités manufacturières les plus représentées dans l'Est anatolien sont l'agroalimentaire et l'industrie du bois. Dans le Sud-Est anatolien, ce sont l'agroalimentaire et le textile.

Le tableau 3 montre les coefficients de spécialisation des régions turques dans les différentes activités manufacturières, calculés comme précédemment.

Tableau 2
Coefficients de spécialisation de chaque région turque,
2003

	Agriculture	Mines et Carrières	Industrie manufacturière	Eau, gaz, électricité	Construction	Commerce, hôtellerie, restauration	Transport & Communication	Finance, assurance, immobilier et services	Autres services commerciaux
Méditerranée	1,0	0,2	0,7	0,8	1,0	1,2	1,1	1,1	1,0
Est anatolien	1,6	0,2	0,2	0,8	0,7	0,8	0,9	0,6	1,1
Egée	1,1	3,4	1,0	1,1	1,0	0,9	0,8	0,9	0,9
Sud-Est anatolien	1,3	0,2	1,0	0,6	0,9	0,8	1,1	0,4	0,8
Centre anatolien	0,6	1,1	0,9	1,7	1,5	1,1	1,0	1,2	1,6
Mer noire	1,8	1,7	0,4	0,9	0,6	0,6	0,6	0,5	0,7
Marmara	0,4	0,2	1,8	0,9	1,1	1,2	1,3	1,5	1,0

Source : Calculs de l'auteur à partir des enquêtes annuelles sur la population active 2003, SIS

Tableau 3
Coefficients de spécialisation régionale
dans les activités manufacturières, 2002

	Alimentation, boisson et tabacs	Textiles	Bois	Papier et édition	Industrie chimique	Industrie minérale	Sidérurgie	Biens durables	Machines & Outils	Automobiles	Autres industries métalliques	Industries n.e.a
Méditerranée	1,2	0,9	2,0	0,7	1,0	1,1	2,1	0,1	0,8	0,0	1,1	0,9
Est anatolien	2,6	0,7	2,4	0,5	0,4	1,2	0,3	0,1	0,7	0,1	1,0	0,8
Egée	1,1	1,1	1,2	0,9	0,9	1,6	0,5	1,6	0,8	0,8	0,9	0,6
Sud-Est anatolien	1,9	1,4	0,9	0,4	0,9	0,8	0,1	0,1	0,3	0,2	0,7	0,4
Centre anatolien	1,2	0,5	1,0	1,1	0,8	1,1	1,3	0,5	1,7	1,0	1,6	2,0
Mer noire	2,8	0,4	2,5	0,7	0,4	1,5	3,1	0,0	0,6	0,2	0,8	0,8
Marmara	0,6	1,2	0,6	1,1	1,2	0,8	0,8	1,3	1,0	1,4	1,0	1,0

Source : Calculs de l'auteur à partir du recensement de 2002, SIS

Les deux régions les plus spécialisées sont la Mer noire (sidérurgie, agroalimentaire, bois) et l'Est anatolien (agroalimentaire et bois). La région Méditerranée est surtout spécialisée dans la sidérurgie et l'industrie du bois ; le région Egée est assez diversifiée avec cependant une légère spécialisation dans les industries minérales et celle des biens durables ; le Sud-Est anatolien est très spécialisé dans l'agroalimentaire et le textile ; le Centre anatolien est relativement diversifié, avec une prépondérance cependant dans la production de machines-outils et des autres industries métalliques ; la région de Marmara est centrée principalement sur les industries de l'automobile, du textile, de la chimie et des biens durables.

2.2.3- Les PME sont très inégalement réparties ; la moitié des entreprises moyennes sont localisées dans la région de Marmara ; les régions Est et Sud-Est anatolien n'en comptent que 300

Les données détaillées concernant la répartition régionale des PME se trouvent en annexe 6. Les tableaux A6.1 et A6.2 présentent respectivement le nombre d'entreprises et le nombre d'employés, selon la taille de l'entreprise dans chaque région (en valeur absolue). Les tableaux A6.3 et A6.4 nous renseignent sur la répartition (en pourcentage), au sein de chaque région, du nombre d'entreprises et du nombre d'employés selon la taille des entreprises. Nous retrouvons au niveau régional ce que nous avons observé pour l'ensemble de la Turquie : en 2002, les PME, et notamment les micro-entreprises, représentent au minimum 99,8 % du nombre d'établis-

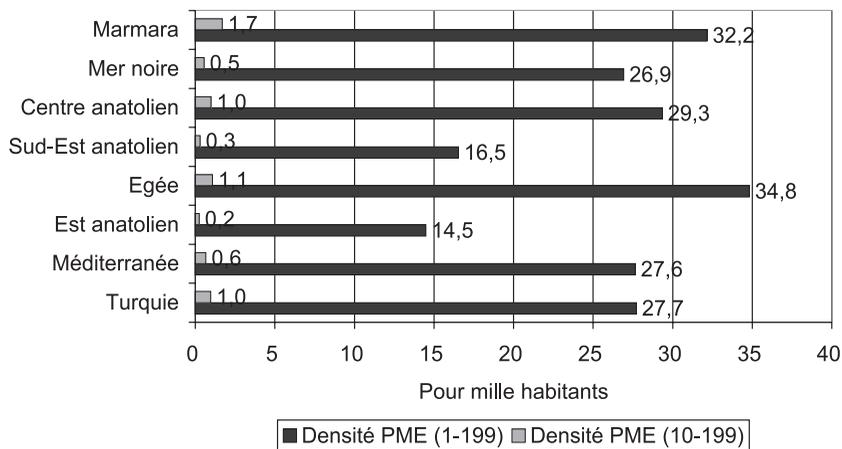
sements, et entre 76 % (Marmara) et 89 % (Est anatolien) de l'emploi. Les PME hors micro-entreprises représentent entre 1,6 % (Est et Sud-Est anatolien) et 5 % (Marmara) du total des entreprises et elles génèrent entre 16 % (Est anatolien) et 34 % (Marmara) des emplois au sein de ces régions.

Les tableaux A6.3 et A6.4 indiquent la répartition géographique du nombre d'entreprises et d'employés appartenant à une même catégorie de taille d'entreprise. Là encore, c'est la région de Marmara qui concentre le plus grand nombre des PME : 32 %. Parmi ces PME, ce sont les plus grandes (plus de 50 employés) qui sont le plus représentées. Cette configuration est la même en terme d'emplois : 40 % des emplois des PME se trouvent dans la région de Marmara. Les deuxième et troisième places en terme de localisation des PME reviennent aux régions Egée et Centre anatolien, lesquelles comptent chacune environ 17 % du nombre d'établissements et 16 % du nombre d'employés se trouvant dans les PME. L'Est anatolien représente 5 % des établissements et 3,5 % du nombre des employés dans les PME. Ces chiffres s'élèvent respectivement à 6 % et 4,5 % pour le Sud-Est anatolien.

Un bon indicateur de l'inégalité de la répartition des PME est leur densité (leur nombre pour 1000 habitant). Nous avons calculé cet indicateur pour l'ensemble des PME (de 1 à 199 employés) et pour les PME de plus de 10 employés, catégorie plus conforme aux données que l'on trouve dans les enquêtes industrielles en Occident. Les résultats sont représentés sur le graphique 16.

On remarque qu'en ce qui concerne la densité du total des

Graphique 16
Densité du tissu des PME dans les différentes régions turques, 2001



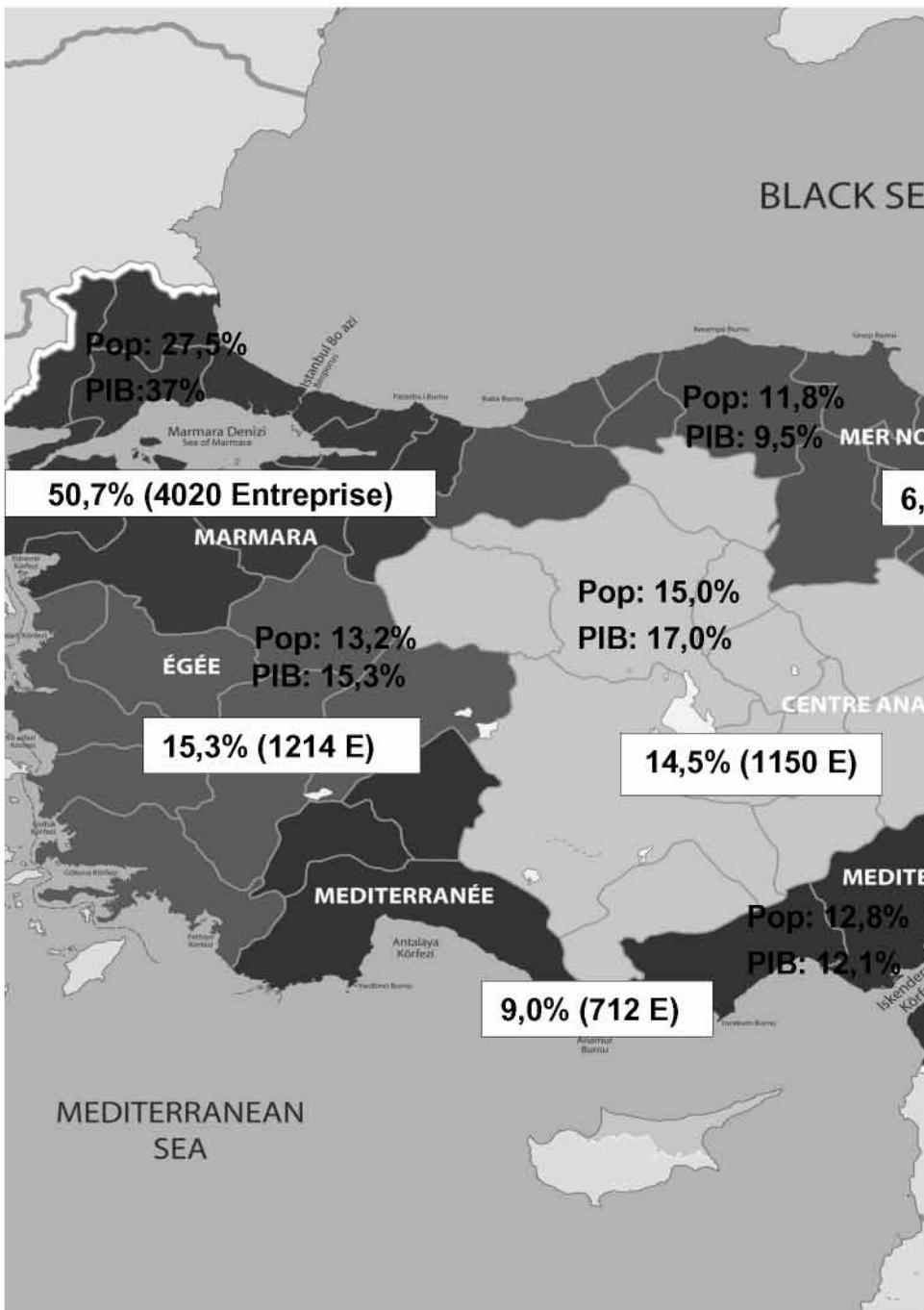
Source : Calculs de l'auteur à partir du recensement 2002, SIS, et des données SPO (population)

PME, il y a un écart de 1 à 2 au maximum entre la région la plus dense en PME, Marmara, et celles qui le sont le moins, l'Est et le Sud-Est anatolien. Cet écart est en revanche beaucoup plus fort si l'on ne considère que les PME ayant plus de 10 employés. Il est de 1 à 7 avec l'Est anatolien et de 1 à 6 avec le Sud-Est anatolien. Ce rapport est d'environ de 1 à 3 avec la Mer noire et la Méditerranée ; il est inférieur à 2 avec les autres régions. On constate par ailleurs que la densité des PME ayant plus de 10 employés est de 1 pour 1000 habitants pour l'ensemble de la Turquie, et au maximum 1,7 pour la région de Marmara. Ce chiffre est faible quand on le compare avec la France par exemple (5/1000). On considère que pour se situer en phase d'émergence industrielle, un pays doit avoir une densité se situant autour de 4 entreprises pour 1000 habitants.

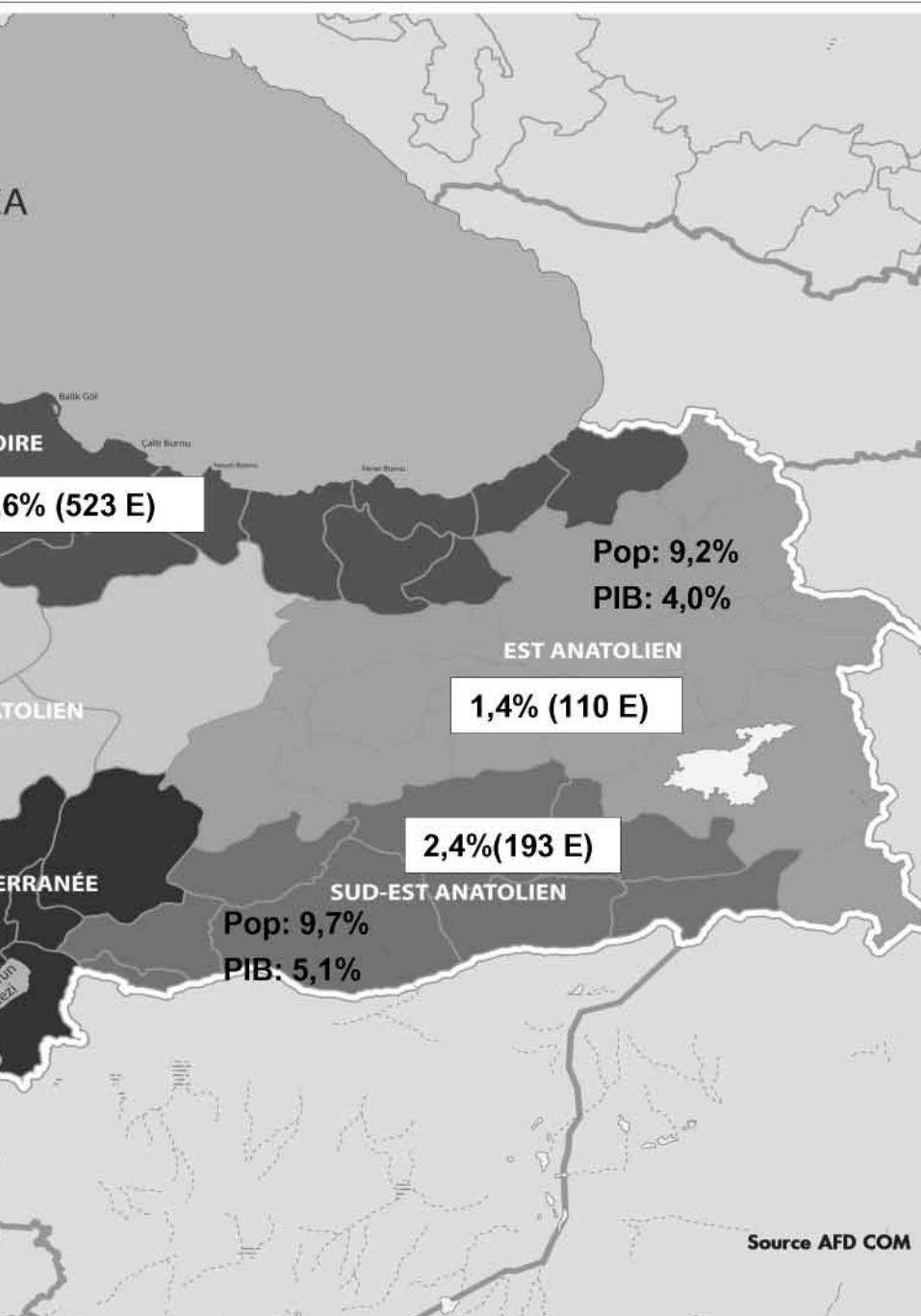
Nous avons souligné plus haut que la catégorie supérieure des PME (entre 50 et 199 employés) était certainement celle qui avait le plus de difficulté à accéder aux crédits bancaires. La carte 1 montre dans quelles régions elles sont localisées (la répartition régionale du nombre d'établissements et du nombre d'employés appartenant à cette catégorie de taille est identique). Nous mentionnons également pour mémoire sur cette carte la répartition régionale de la population et du PIB.

Les disparités régionales de répartition des entreprises de taille moyenne sont encore plus marquées que pour l'ensemble des PME : la Turquie compte 7900 établissements de ce type ; la région de Marmara en absorbe 51 %, l'Est et le Sud-Est anatolien (les deux régions les plus pauvres de Turquie) en accueillent seulement 3,8 % à elles deux, soit 303 établissements.

Carte 1: Répartition régionale des entreprises de



La taille moyenne (50-199 employés), 2002.



Source AFD COM

Conclusion

Depuis le début des années 1990, la structure de l'économie turque est relativement stable. La seule évolution observable est la baisse du poids du secteur agricole, mutation structurelle entamée depuis le début des années 1970 au profit des services. Le secteur productif turc est par ailleurs résilient, se redressant rapidement après les crises financières, même si celles-ci ont amputé le taux de croissance.

Les deux plus gros contributeurs à la croissance du PIB et les contributeurs les plus réguliers à celle de l'emploi sont l'industrie manufacturière et le secteur regroupant le commerce, l'hôtellerie et la restauration. En termes d'exportations, c'est le secteur manufacturier qui arrive en tête, les produits manufacturés représentant 93 % des exportations de marchandises en 2003. Ce secteur a donc réussi le test de la concurrence internationale que représentait la signature en 1996 d'un accord d'union douanière avec l'Union européenne. Le textile est l'activité manufacturière la plus importante en terme de contribution aux exportations nettes de marchandises. C'est également le principal employeur de l'industrie manufacturière.

Depuis 1997, le poids de l'investissement productif dans le PIB décline et les investissements directs étrangers restent faibles. L'investissement privé est en compétition auprès des banques avec les titres publics, rémunérateurs et sans risque. Les crédits bancaires au secteur privé ne représentaient que

12 % du PIB en 2003. Au sein du secteur productif, ce sont les PME qui sont particulièrement affectées par ce problème, ne recevant que 4 % des crédits bancaires ; parmi elles, ce sont les entreprises moyennes (50-199 employés), qui ont le plus de difficultés à se financer.

Or, le secteur des PME rassemblait en 2002 99,9 % du nombre des établissements et 80 % de l'emploi, toutes activités confondues (hors agriculture). Les PME hors micro-entreprises fournissaient en outre 43 % des emplois manufacturiers et dégageaient 30 % de la valeur ajoutée manufacturière en 2001. Entre 1997 et 2001, seules les PME ont créé des emplois dans le secteur manufacturier ; les grandes entreprises en ont détruit. C'est la région de Marmara qui draine le plus de PME avec 32 % des PME totales et 51 % des entreprises moyennes (50-199 employés). Les régions les plus pauvres, l'Est et le Sud-Est anatolien, comptent 11 % du total des PME et seulement 3,8 % des entreprises moyennes, ce qui ne représente que 300 établissements.

Le secteur productif turc, composé majoritairement de PME, est donc aujourd'hui caractérisé par deux traits essentiels : un problème d'accès au crédit bancaire et une forte inégalité géographique des moyens de production et, partant, des revenus. Alors que les banques privées ne sont intéressées que par la rentabilité financière, une agence de développement telle que l'Agence française de développement a également un souci de rentabilité sociale *via* la création d'emplois et la réduction des inégalités. Son intervention dans un pays tel que la Turquie trouve donc ici son entière justification.

Annexe 1 : Répartition des PME par activité pour l'ensemble de la Turquie

Tableau A1.1 :
Répartition des établissements selon leur taille
au sein de chaque activité (hors agriculture), 2002

	1-9	10-49	50-99	100-199	PME	200+	Total
Mines et carrières	69,2	23,6	2,9	2,3	98,1	1,9	100,0
Industrie manufacturière	90,1	7,9	0,9	0,6	99,5	0,5	100
– Agroalimentaire	89,9	8,3	0,7	0,6	99,4	0,6	100
– Textile	84,4	12,1	1,5	1,0	99,0	1,0	100
– Bois	97,4	2,2	0,2	0,1	99,9	0,1	100
– Papier et édition	90,2	8,1	0,9	0,4	99,6	0,4	100
– Industrie chimique	82,7	14,0	1,4	1,1	99,1	0,9	100
– Industrie minérale	86,8	10,0	1,7	0,9	99,3	0,7	100
– Sidérurgie	87,9	9,3	1,2	0,8	99,2	0,8	100
– Biens durables	82,9	13,0	1,4	1,1	98,4	1,6	100
– Machines & Outils	88,8	9,2	1,1	0,5	99,6	0,4	100
– Automobiles	80,0	15,1	2,3	1,4	98,7	1,3	100
– Autres industries métalliques	94,8	4,3	0,5	0,3	99,8	0,2	100
– Industries n.c.a	96,5	3,1	0,3	0,1	99,9	0,1	100
Gaz, eau, électricité	65,1	25,1	3,9	2,7	96,8	3,2	100
Construction	92,0	6,5	0,8	0,4	99,7	0,3	100
Commerce	98,2	1,7	0,1	0,0	100,0	0,0	100
Hôtellerie et restauration	96,9	2,7	0,2	0,1	99,9	0,1	100
T r a n s p o r t s et télécommunications	98,6	1,2	0,1	0,0	100,0	0,0	100
Finance	80,8	17,7	0,8	0,4	99,7	0,3	100
Immobilier et services aux entreprises	97,3	2,1	0,3	0,2	99,8	0,2	100
Education	68,1	28,5	2,3	0,7	99,6	0,4	100
Santé	97,2	2,3	0,3	0,2	99,9	0,1	100
Autres services	98,5	1,3	0,1	0,1	99,9	0,1	100
Ensemble des activités	96,4	3,0	0,3	0,2	99,9	0,1	100

Source : recensement 2002, SIS
n.c.a. : non classé ailleurs

Tableau A1.2
Répartition des emplois par taille d'entreprise
au sein de chaque activité (hors agriculture), 2002

	1-9	10-49	50-99	100-199	PME	200+	Total
Mines et carrières	6,6	16,6	6,9	10,6	40,7	59,3	100
Industrie manufacturière	26,9	20,8	7,9	10,1	65,7	34,3	100
Agroalimentaire	31,6	17,9	5,4	9,1	64,1	35,9	100
Textile	17,1	21,7	8,8	12,3	59,8	40,2	100
Bois	66,2	16,0	5,9	6,0	94,1	5,9	100
Papier et édition	32,0	23,7	8,6	7,9	72,2	27,8	100
Industrie chimique	19,8	22,9	7,6	11,4	61,8	38,2	100
Industrie minérale	22,3	23,9	11,5	12,1	69,7	30,3	100
Sidérurgie	15,8	16,0	6,2	8,9	46,9	53,1	100
Biens durables	7,6	11,2	3,0	5,5	27,3	72,7	100
Machines & Outils	29,2	25,1	9,4	9,0	72,7	27,3	100
Automobiles	11,8	16,8	8,4	9,6	46,7	53,3	100
Autres industries métalliques	45,7	21,7	7,9	9,4	84,7	15,3	100
Industries n.c.a	54,5	16,1	4,6	3,6	78,8	21,2	100
Gaz, eau, électricité	5,3	15,5	8,1	11,7	40,6	59,4	100
Construction	32,8	21,7	9,6	9,8	73,9	26,1	100
Commerce	73,4	12,9	2,5	2,4	91,2	8,8	100
Hôtellerie et restauration	63,8	15,3	4,1	4,6	87,8	12,2	100
Transports et télécommunications	66,7	12,3	3,3	3,3	85,5	14,5	100
Finance	24,0	35,5	6,6	6,1	72,2	27,8	100
Immobilier et services aux entreprises	54,8	11,9	5,4	6,4	78,5	21,5	100
Education	21,0	46,0	13,6	7,8	88,3	11,7	100
Santé	58,3	15,6	6,1	6,7	86,7	13,3	100
Autres services	72,3	10,9	3,9	3,7	90,7	9,3	100
Total	50,8	17,0	5,3	6,1	79,2	20,8	100

Source : Recensement 2002, SIS

Tableau A1.3
Répartition du nombre d'entreprises, par taille,
entre les différentes activités, 2002

	1-9	10-49	50-99	100-199	PME	200+	Total
Mines et carrières	0,1	0,1	1,0	1,5	0,1	1,9	0,1
Industrie manufacturière	13,2	14,1	38,0	50,3	14,1	55,4	14,2
Agroalimentaire	1,5	1,6	4,5	4,9	1,6	6,6	1,7
Textile	2,9	3,3	13,9	20,4	3,3	24,2	3,4
Bois	1,5	1,5	1,1	1,3	1,5	1,0	1,5
Papier et édition	0,6	0,6	1,7	1,9	0,6	1,8	0,6
Industrie chimique	0,6	0,7	3,4	4,2	0,7	5,1	0,7
Industrie minérale	0,6	0,6	2,3	4,0	0,6	3,7	0,7
Sidérurgie	0,3	0,3	1,0	1,5	0,3	1,8	0,3
Biens durables	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,3	0,0
Machines & Outils	1,3	1,4	4,2	5,1	1,4	4,7	1,4
Automobiles	0,2	0,2	1,1	1,9	0,2	2,1	0,2
Autres industries métalliques	1,9	1,9	2,8	3,5	1,9	3,0	1,9
Industries n.c.a	1,8	1,9	1,8	1,5	1,8	1,2	1,8
Gaz, eau, électricité	0,1	0,1	0,8	1,4	0,1	1,9	0,1
Construction	2,0	2,1	4,7	6,4	2,1	5,3	2,1
Commerce	47,3	47,1	24,8	14,3	46,5	11,0	46,4
Hôtellerie et restauration	9,4	9,4	8,2	6,5	9,3	6,4	9,3
Transports et télécommunications	14,5	14,3	5,6	4,6	14,2	4,7	14,2
Finance	0,9	1,0	6,2	3,2	1,1	2,6	1,1
Immobilier et services aux entreprises	5,0	5,0	3,6	5,1	5,0	5,9	5,0
Education	0,3	0,3	3,3	2,6	0,4	1,4	0,4
Santé	1,8	1,8	1,4	1,7	1,8	1,6	1,8
Autres services	5,5	4,7	2,3	2,3	5,4	2,1	5,3
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Recensement 2002, SIS

Tableau A1.4**Répartition de l'emploi, par taille d'entreprise,
entre les différentes activités, 2002**

	1-9	10-49	50-99	100-199	PME	200+	Total
Mines et carrières	0,1	0,4	1,1	1,6	0,5	2,8	1,4
Industrie manufacturière	17,4	23,1	42,2	51,7	27,2	54,2	36,5
Agroalimentaire	2,6	3,0	4,4	5,3	3,4	7,0	4,7
Textile	3,9	6,6	15,9	21,4	8,8	22,6	13,5
Bois	1,6	1,5	1,2	1,3	1,4	0,5	1,1
Papier et édition	0,8	1,0	1,8	1,8	1,2	1,7	1,3
Industrie chimique	1,0	1,7	3,7	4,5	2,1	5,0	3,1
Industrie minérale	0,8	1,2	2,9	3,8	1,6	2,9	2,0
Sidérurgie	0,4	0,6	1,2	1,6	0,7	2,8	1,5
Biens durables	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1	0,7	0,3
Machines & Outils	1,8	2,4	4,7	4,9	2,8	4,1	3,2
Automobiles	0,3	0,5	1,4	2,0	0,7	2,9	1,6
Autres industries métalliques	2,1	2,3	3,1	3,5	2,5	2,1	2,2
Industries n.c.a	2,2	2,1	1,9	1,4	2,0	1,9	2,0
Gaz, eau, électricité	0,1	0,3	0,9	1,5	0,5	2,3	1,2
Construction	2,3	2,9	5,1	6,2	3,4	4,9	3,8
Commerce	45,4	40,1	21,8	13,6	36,2	13,1	28,4
Hôtellerie et restauration	10,6	9,9	7,4	6,5	9,4	5,3	7,9
Transports et télécommunications	10,2	9,1	5,4	4,5	8,4	5,1	7,4
Finance	1,3	2,4	5,1	3,0	2,5	3,4	2,9
Immobilier et services aux entreprises	5,4	4,9	3,9	5,1	4,9	5,2	5,0
Education	0,5	1,2	3,2	2,3	1,4	0,9	1,1
Santé	1,8	1,7	1,5	1,7	1,7	1,1	1,4
Autres services	4,9	4,2	2,3	2,3	3,9	1,6	3,1
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Recensement 2002, SIS

Annexe 2 : Poids des PME (10-199 employés) dans la valeur ajoutée manufacturière

Tableau A2.1

**Répartition de la valeur ajoutée par taille d'entreprise
au sein de chaque activité, 1997 (en pourcentage)**

	10-49	50-99	100-199	PME	200+	Total
Alimentation, boisson et tabacs	10,9	8,4	13,1	32,5	67,5	100
Textiles	9,4	8,4	13,5	31,3	68,7	100
Bois	13,8	15,7	29,7	59,2	40,8	100
Papier et édition	20,3	10,4	19,4	50,1	49,9	100
Industrie chimique	3,3	3,6	5,3	12,3	87,7	100
Industrie minérale	5,3	5,2	18,2	28,7	71,3	100
Sidérurgie	3,0	4,1	6,1	13,2	86,8	100
Equipements, télécommunications	3,2	1,6	1,1	5,9	94,1	100
Machines & Outils	5,3	5,0	7,3	17,6	43,5	100
Automobiles	1,7	1,9	4,0	7,7	92,3	100
Autres industries métalliques	11,3	11,4	22,4	45,2	54,8	100
Industries n.c.a	11,9	10,3	15,0	37,2	62,8	100
TOTAL	6,5	5,8	10,1	22,4	72,2	100

Source : Enquêtes annuelles auprès des entreprises, SIS

Tableau A2.2**Répartition de la valeur ajoutée par taille d'entreprise
au sein de chaque activité, 2001 (en pourcentage)**

	10-49	50-99	100-199	PME	200+	Total
Alimentation, boisson et tabacs	6,7	3,6	10,4	20,7	79,3	100
Textiles	11,7	8,7	14,3	34,7	65,3	100
Bois	19,0	12,9	16,9	48,9	51,1	100
Papier et édition	13,7	16,4	22,3	52,3	47,7	100
Industrie chimique	6,7	6,0	23,8	36,5	63,5	100
Industrie minérale	6,8	4,9	19,9	31,6	68,4	100
Sidérurgie	6,2	3,0	7,5	16,7	83,3	100
Equipements, télécommunications	1,2	1,0	1,5	3,7	96,3	100
Machines & Outils	11,2	10,9	12,1	34,2	65,8	100
Automobiles	3,0	3,2	5,2	11,4	88,6	100
Autres industries métalliques	14,5	11,0	27,2	52,7	47,3	100
Industries n.c.a	10,2	12,9	12,7	35,9	64,1	100
TOTAL	8,4	6,6	14,9	29,9	70,1	100

Source : Enquêtes annuelles auprès des entreprises, SIS

Tableau A2.3**Répartition de la valeur ajoutée, pour une même taille d'entreprise,
entre les différentes activités, 1997 (en pourcentage)**

	10-49	50-99	100-199	200+	Total
Alimentation, boisson et tabacs	19,0	16,3	14,8	10,6	11,3
Textiles	23,6	23,5	22,1	15,6	16,4
Bois	1,2	1,5	1,7	0,3	0,6
Papier et édition	9,8	5,6	6,1	2,2	3,2
Industrie chimique	13,7	16,3	14,2	32,4	26,7
Industrie minérale	5,2	5,8	11,6	6,3	6,4
Sidérurgie	3,9	5,9	5,2	10,2	8,5
Equipements, télécommunications	0,7	0,4	0,2	1,9	1,4
Machines & Outils	11,3	11,8	10,0	8,3	13,8
Automobiles	1,6	2,0	2,4	7,7	6,0
Autres industries métalliques	7,8	8,8	10,0	3,4	4,5
Industries n.c.a	2,2	2,1	1,8	1,0	1,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquêtes annuelles auprès des entreprises, SIS

Tableau A2.4

Répartition de la valeur ajoutée, pour une même taille d'entreprise, entre les différentes activités, 2001, (en pourcentage)

	10-49	50-99	100-199	200+	Total
Alimentation, boisson et tabacs	16,6	11,5	14,6	23,7	21,0
Textiles	28,8	27,4	19,9	19,3	20,7
Bois	1,4	1,2	0,7	0,4	0,6
Papier et édition	5,3	8,0	4,8	2,2	3,2
Industrie chimique	14,5	16,4	29,1	16,4	18,2
Industrie minérale	5,7	5,2	9,5	6,9	7,1
Sidérurgie	4,8	2,9	3,3	7,7	6,5
Equipements, télécommunications	0,5	0,5	0,4	4,9	3,6
Machines & Outils	11,3	14,1	6,9	8,0	8,5
Automobiles	1,6	2,2	1,6	5,7	4,5
Autres industries métalliques	7,2	6,9	7,6	2,8	4,2
Industries n.c.a	2,3	3,8	1,7	1,8	1,9
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquêtes annuelles auprès des entreprises, SIS.

Source : Enquêtes annuelles auprès des entreprises, SIS

Annexe 3 : Découpage administratif de la Turquie

Méditerranée

ADANA
ANTALYA
BURDUR
HATAY
ISPARTA
K.MARAS
MERSIN
OSMANIYE

Est-anatolien

AGRI
ARDAHAN
BINGOL
BITLIS
ELAZIG
ERZINCAN
ERZURUM
HAKKARI
IGDIR
KARS
MALATYA
MUS
TUNCELI
VAN

Egée

AFYON
AYDIN
DENIZLI
IZMIR
KUTAHYA
MANISA
MUGLA
USAK

Sud-Est anatolien

ADIYAMAN
BATMAN
D.BAKIR
GAZIANTEP
MARDIN
SANLIURFA
SIIRT
SIRNAK
KILIS

Centre anatolien

AKSARAY
ANKARA
CANKIRI
ESKISEHIR
KARAMAN
KAYSERI
KIRIKKALE
KIRSEHIR
KONYA
NEVSEHIR
NIGDE
SIVAS
YOZGAT

Mer noire

AMASYA
ARTVIN
BARTIN
BAYBURT
BOLU
CORUM
DUZCE
GIRESun
GUMUSHANE
KARABUK
KASTAMONU
ORDU
RIZE
SAMSUN
SINOP
TOKAT
TRABZON
ZONGULDAK

Marmara

BALIKESIR
BILECIK
BURSA
CANAKKALE
EDIRNE
ISTANBUL
KIRKLARELI
KOCAELI
SAKARYA
TEKIRDAG
YALOVA

Annexe 4.1 : Carte administrative



par régions



Annexe 4.2 : Carte administrative



par provinces (81)



Annexe 5 : Répartition de la main-d'œuvre par activité et par région

Tableau A5.1
Répartition géographique des actifs selon l'activité économique en 2003 (en pourcentage)

	Agriculture	Mines et Carrières	Industrie manufacturière	Eau, gaz, électricité	Construction	Commerce, hôtellerie, restauration	Transport & Communication	Finance, assurance, immobilier et services	Autres services commerciaux	Total
Méditerranée	12,5	2,4	8,8	10,1	12,7	15,7	14,4	13,3	12,6	12,6
Est anatolien	12,3	1,2	1,7	6,1	5,7	6,1	7,2	4,3	8,8	7,8
Egée	14,6	43,9	13,0	14,1	12,4	12,1	9,9	11,9	11,5	13,0
Sud-Est anatolien	9,0	1,2	6,8	4,0	6,0	5,8	7,6	3,0	5,4	7,0
Centre anatolien	9,4	15,9	13,2	25,3	22,8	16,4	15,5	17,6	23,7	15,0
Mer noire	30,7	29,3	7,2	15,2	10,6	10,7	10,6	8,4	11,7	17,0
Marmara	11,5	6,1	49,3	25,3	29,8	33,1	34,8	41,4	26,3	27,6
Turquie	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête annuelle sur la population active 2003, SIS

Tableau A5.2
Répartition régionale de la main-d'œuvre manufacturière,
2002 (en pourcentage)

	Alimentation, boisson et tabacs	Textiles	Bois	Papier et édition	Industrie chimique	Industrie minérale	Sidérurgie	Biens durables	Machines & Outils	Automobiles	Autres industries métalliques	Industries n.c.a	
Méditerranée	8,5	6,3	14,0	5,3	6,9	8,1	15,1	0,8	5,6	0,2	7,8	6,7	8,8
Est anatolien	4,1	1,1	3,7	0,8	0,7	1,9	0,4	0,2	1,0	0,1	1,5	1,3	1,7
Egée	16,7	16,3	18,1	13,6	14,2	23,7	7,5	23,8	12,9	11,8	13,3	9,2	13,
Sud-Est anatolien	7,6	5,5	3,8	1,5	3,5	3,1	0,5	0,3	1,2	0,6	2,7	1,5	6,8
Centre anatolien	13,5	5,1	11,6	12,2	8,4	11,8	14,8	5,4	19,1	10,9	17,3	22,1	13,
Mer noire	18,4	2,4	16,1	4,4	2,7	9,6	20,6	0,3	4,1	1,1	5,4	5,0	7,2
Marmara	31,1	63,2	32,6	62,2	63,6	41,8	41,0	69,2	56,1	75,3	52,0	54,0	49,
Turquie	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100

Source : Recensement 2002, SIS

Annexe 6 : Répartition régionale des PME, tous secteurs confondus (hors agriculture)

Tableau A6.1

**Nombre d'établissements selon leur taille au sein de chaque région,
tous secteurs confondus (hors agriculture), 2002**

	1-9	10-49	50-99	100-199	PME (1-199)	200+	Total
Turquie	1814173	56896	5057	2866	1878992	2353	1881345
Méditerranée	234967	4915	444	269	240595	214	240809
Est anatolien	88853	1325	74	36	90288	42	90330
Egée	301494	8386	776	438	311094	343	311437
Sud-Est anatolien	107366	1662	123	70	109221	70	109291
Centre anatolien	301424	9326	743	407	311900	332	312232
Mer noire	211735	3822	341	182	216080	156	216236
Marmara	568334	27460	2556	1464	599814	1196	601010

Source : Recensement 2002, SIS

Tableau A6.2
Nombre d'employés selon la taille de l'établissement
au sein de chaque région, tous secteurs confondus
(hors agriculture), 2002

	1-9	10-49	50-99	100-199	PME (1-199)	200+	Total
Turquie	3296862	1101524	345207	394813	5138406	1345419	6483825
Méditerranée	402336	93732	30640	38394	565102	98996	664098
Est anatolien	149530	22451	5079	5092	182152	21977	204129
Egée	534223	161600	52693	59398	807914	205042	1012956
Sud-Est anatolien	183760	30471	8126	9841	232198	41982	274180
Centre anatolien	537854	178921	50293	54773	821841	195977	1017818
Mer noire	355868	70799	23055	25004	474726	130612	605338
Marmara	1133291	543550	175321	202311	2054473	650833	2705306

Source : Recensement 2002, SIS

Tableau A6.3
Répartition des établissements selon leur taille
au sein de chaque région, tous secteurs confondus
(hors agriculture), 2002

	1-9	10-49	50-99	100-199	PME 199)	(1- 200+	Total
Turquie	96,5	3,0	0,3	0,2	99,9	0,1	100,0
Méditerranée	97,6	2,0	0,2	0,1	99,9	0,1	100,0
Est anatolien	98,4	1,5	0,1	0,0	100,0	0,0	100,0
Egée	96,8	2,7	0,2	0,1	99,9	0,1	100,0
Sud-Est anatolien	98,2	1,5	0,1	0,1	99,9	0,1	100,0
Centre anatolien	96,5	3,0	0,2	0,1	99,9	0,1	100,0
Mer noire	97,9	1,8	0,2	0,1	99,9	0,1	100,0
Marmara	94,5	4,6	0,4	0,2	99,8	0,2	100,0

Source : Recensement 2002, SIS

Tableau A6.4
Répartition de l'emploi, par taille d'entreprise,
au sein de chaque région, tous secteurs confondus
(hors agriculture), 2002

	1-9	10-49	50-99	100-199	PME 199)	(1- 200+	Total
Turquie	50,8	17,0	5,3	6,1	79,2	20,8	100,0
Méditerranée	60,6	14,1	4,6	5,8	85,1	14,9	100,0
Est anatolien	73,3	11,0	2,5	2,5	89,2	10,8	100,0
Egée	52,7	16,0	5,2	5,9	79,8	20,2	100,0
Sud-Est anatolien	67,0	11,1	3,0	3,6	84,7	15,3	100,0
Centre anatolien	52,8	17,6	4,9	5,4	80,7	19,3	100,0
Mer noire	58,8	11,7	3,8	4,1	78,4	21,6	100,0
Marmara	41,9	20,1	6,5	7,5	75,9	24,1	100,0

Source : Recensement 2002, SIS

Tableau A6.5
Répartition du nombre d'entreprises, par taille,
entre les différentes régions, tous secteurs confondus
(hors agriculture), 2002

	1-9	10-49	50-99	100-199	PME 199)	(1- 200+	Total
Turquie	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Méditerranée	13,0	8,6	8,8	9,4	12,8	9,1	12,8
Est anatolien	4,9	2,3	1,5	1,3	4,8	1,8	4,8
Egée	16,6	14,7	15,3	15,3	16,6	14,6	16,6
Sud-Est anatolien	6,0	2,9	2,4	2,4	5,8	3,0	5,8
Centre anatolien	16,6	16,4	14,7	14,2	16,6	14,1	16,6
Mer noire	11,7	6,7	6,7	6,4	11,5	6,6	11,5
Marmara	31,3	48,3	50,5	51,1	31,9	50,8	31,9

Source : Recensement 2002, SIS

Tableau A6.6
Répartition de l'emploi, par taille d'entreprise,
entre les différentes régions, tous secteurs confondus
(hors agriculture), 2002

	1-9	10-49	50-99	100-199	PME (1-199)	(1-200+)	Total
Turquie	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Méditerranée	12,2	8,5	8,9	9,7	11,0	7,4	10,2
Est anatolien	4,5	2,0	1,5	1,3	3,5	1,6	3,1
Egée	16,2	14,7	15,3	15,0	15,7	15,2	15,6
Sud-Est anatolien	5,6	2,8	2,4	2,5	4,5	3,1	4,2
Centre anatolien	16,3	16,2	14,6	13,9	16,0	14,6	15,7
Mer noire	10,8	6,4	6,7	6,3	9,2	9,7	9,3
Marmara	34,4	49,3	50,8	51,2	40,0	48,4	41,7

Source : Recensement 2002, SIS

Bibliographie

BALKAN, E. F., G. BIÇER et E. YELDAN (2002), *Patterns of Financial Capital Flows and Accumulation in the Post-1990 Turkish Economy*, mimeo, METU, Ankara.

BANKING REGULATION AND SUPERVISION AGENCY (2004), *Banking Sector Evaluation Report*, Ankara.

BOROTAV, K. et E. YELDAN (2001), *Turkey, 1980-2000: Financial Liberalization, Macroeconomic (In)-Stability, and Patterns of Distribution*, mimeo, Ankara and Bilkent Universities.

BOURGUIGNON, F. (2004), *The Poverty-Growth-Inequality Triangle*, article présenté à l'Indian Council for Research on International Economic Relations, New Delhi, Février.

CHAPONNIÈRE J.-R., et J.-C. VEREZ (2004), *La Turquie rêve à l'Ouest*, Collection Ceri Autrement, Paris.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (2004), *Seventh Review Under the Stand-By Arrangement*, Washington D.C.

KOSGEB (2002), *CC Best Report Turkey*, Ankara.

METIN-ÖZCAN, K., E. VOYVODA et E. YELDAN (2001), *Dynamics of Macroeconomic Adjustment in a Globalized Developing Economy : Growth, Accumulation and Distribution, Turkey 1969-1998*, *Canadian Journal of Development Studies*, vol. XXII, 1.

MOURLEVAT P. (2004), *Comment interpréter les turbulences macroéconomiques récentes ?*, Mission Economique d'Ankara, Ankara.

ÖGÜNC F. et G. YILMAZ (2000), *Estimating the Underground Economy in Turkey*, Research Department The Central Bank of the Republic of Turkey, Ankara.

RODRİK D. (1990), *Premature Liberalization, Incomplete Stabilization : the Ozal Decade in Turkey*, NBER Working Paper 3300.

STATE PLANNING ORGANIZATION (2004), *Main Economic Indicators*, Ankara.

STATE PLANNING ORGANIZATION (2003), *Various Indicators Related to the Nomenclature of Territorial Units for Statistics*, Ankara.

REPUBLIC OF TURKEY (2003), *Preliminary National Development Plan (2004-2006)*, Ankara.

TASTI E. (2000), *Turkey Experience on Informal Sector Employment*, State Institute of Statistics, article présenté aux 4^e rencontres du Groupe de Delhi sur le secteur informel, Août.

TAYMAZ E. (1997), *Small and Medium-Sized Industry in Turkey*, State Institute of Statistics, Ankara.

YELDAN, E. (2000), *Behind the 2000 / 2001 Turkish Crisis : Stability, Credibility, and Governance, for Whom ?*, mimeo, Bilkent University, Ankara.

© MAGELLAN & Cie, 59 rue Caulaincourt - 75018 Paris
Tél : 01 49 70 67 36 - Fax : 01 40 82 98 73 - E-mail : wiltzmag@club-internet.fr
pour la conception et la mise en page

Imprimé en France
Dépôt Légal - 4^e trimestre 2004